ISSN 0024-7650

GRÈVES EN BELGIQUE :

après le temps de la résignation, celui de la colère p. 3

lutte ouvrière

La fête de Lutte Ouvrière en images

p. 7, 8, 9, 10, 11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 938 - 24 mai 1986 - prix : 6 F

Aux grévistes de TF 1 de se défendre comme les autres travailleurs p. 2

Le scrutin majoritaire ou la pratique du monolithisme bourgeois p. 3

M 6189 - 938 - 6 F

SOMMAIRE

International

Page 4 :
— Grande-Bretagne : les grévistes de la presse face au recul des syndicats.
— Sri Lanka : la population tamoule doublement otage.

Page 5 :
— Belgique : vive la grève des travailleurs !
— Il y a trois ans, la grève générale de la fonction publique.

Page 6 :
— Afrique du Sud : la fuite en avant des dirigeants racistes.

Intérieur

Page 6 :
— Nucléaire : pas de Tcherno-bile à se faire en France.

Pages 7 à 11 :
— La fête en images.
— Les discours d'Arlette Laguiller.

Social

Page 12 :
— Entrée du privé dans les télécommunications : la facture sera salée pour les usagers.

Page 13 :
— Citroën demande 15 milliards de centimes pour la grève contre les licenciements à Aulnay.

Page 14 :
— Dans les entreprises : Bourgogne Electronique (Dijon) : les profits de Thomson se font une santé sur celle des travailleurs.

Culture

Page 15 :
— Livre : *L'amour à l'arsenic* de Laure Adler.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage 23 000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

GRÈVE À LA TÉLÉ CONTRE LA PRIVATISATION DE TF1

Le personnel technique et administratif et les journalistes des trois chaînes de télévision, de la radio d'Etat et des organismes de diffusion ont donc fait grève mercredi 21 mai pour protester contre la privatisation de TF1. Plusieurs milliers ont défilé à Paris.

Ils ont raison. Car cette privatisation va probablement se traduire par des suppressions d'emplois. Il n'y a pas de havre protégé. Trois ans après les grandes vagues de licenciements dans l'automobile inaugurées sous le gouvernement de gauche en 1983, après tous les licenciés de petites entreprises dont la télé n'a jamais évoqué le sort, ou si peu, les journalistes et le personnel technique de TF1 risquent à leur tour d'être bientôt jugés en sureffectifs. La bourgeoisie applique la même règle à tout le monde. C'est "enrichissez-vous" aux riches, "appauvrissez-vous" aux autres. C'est moins de fonds publics pour les services publics, et toujours plus de fonds publics au service du privé.

Et dans le contexte actuel où les bourgeois se félicitent qu'il n'y ait pratiquement pas de grève, il suffit qu'il y ait une grève à la télé pour que certains d'entre eux s'inquiètent. Ils n'ont pas forcément tort de s'inquiéter.

L'hirondelle ne fait peut-être pas le printemps. Car si les grévistes de la télé (dont bon nombre de ceux qui défilaient mercredi se disent de gauche) le voulaient, ils pourraient tout aussi bien annoncer la fin de la résignation de l'ensemble des travailleurs de ce pays. En tout cas, ils pourraient choisir d'inscrire leur combat actuel contre le gouvernement, dans cette perspective-là.

Il y a 3 ans, les OS immigrés de chez Talbot étaient restés isolés. Ils ont perdu. Ils ont été licenciés. Toute la classe ouvrière du pays l'a payé, économiquement, politiquement, moralement. Y compris les franges de la classe ouvrière qui pouvaient se sentir les plus privilégiées, les moins menacées.

L'hiver dernier, ce sont les conducteurs de métro qui se sont mis en grève spontanément. Que n'a-t-on entendu contre eux ! Qu'ils profitaient de leur situation, qu'ils prenaient la ville en otage, qu'ils étaient égoïstes... Et bien des journalistes qui ont fait grève mercredi n'étaient alors pas les derniers à se joindre à ce chœur des médias.

Alors, évidemment, aujourd'hui, les journalistes de la télé ne sont pas moins isolés. Et les OS de l'automobile, que tout le monde avait lâchés, auront peut-être du mal à penser que le sort des journalistes est lié au leur.

Mais après tout, ce sont les journalistes qui contribuent à former l'opinion. Et aujourd'hui il ne tient aussi qu'à eux, d'affirmer que leur sort est lié à celui du reste des travailleurs. Il ne tient qu'à eux de profiter de leur situation particulière pour inscrire leur combat contre le gouvernement dans un combat de classe, dans la défense des intérêts de l'ensemble de la classe ouvrière. S'ils avaient cette conscience-là, ils trouveraient les mots pour le dire, eux qui sont mieux placés que quiconque pour dire quelque chose. Et il y a des chances pour que les travailleurs de ce pays, même les plus pauvres, les plus exploités, fassent moins preuve de préjugés à leur égard qu'en leur temps les journalistes en ont eu à l'égard des OS en grève !

A vrai dire, on ne peut pas dire que jusqu'à présent les journalistes de la télé aient fait ce choix-là. Ils font grève, disent-ils, pour *"défendre le service public"*. Ils ont trouvé une excuse "culturelle" à leur mouvement contre le gouvernement.

La remise de TF1 à des groupes privés, comme ceux d'Hersant et de Matra-Hachette qui ont déjà posé leur candidature, se traduirait, disent-ils, par une baisse de qualité des programmes et notamment par une diminution des émissions dites culturelles. Peut-être. Sans doute. Le transfert de TF1 entre les mains de groupes capitalistes privés, préoccupés avant tout par un profit rapide, n'entraînera probablement pas une amélioration. *Dallas* aura tendance à remplacer *Maupassant*. Encore qu'avec TF1, chaîne d'Etat, on avait déjà *Dallas*.

Seulement, le problème, ce n'est pas le choix entre *Dallas* ou *Maupassant*. Ce combat culturel est dérisoire, surtout aujourd'hui. Les journalistes et les réalisateurs de gauche de TF1 auront beau distiller un peu de culture à dose homéopathique, ce n'est pas cela qui rendra cette culture accessible aux plus pauvres, aux plus exploités, qui de toute façon en sont toujours exclus.

Et puis, tout de même, une télévision vraiment au service du public, ce n'est pas la défense à tout prix de cette télévision d'Etat que certains s'emploient aujourd'hui à couvrir exagérément de mérites.

Il ne faut pas confondre être au service de la bourgeoisie par l'intermédiaire de l'Etat, et être au service de tous !

Quoi qu'en disent les intellectuels réformistes qui cherchent des excuses au mouvement de protestation qu'ils ont engagé eux-mêmes contre le gouvernement, l'enjeu n'est pas la plus ou moins bonne "qualité" de la télévision d'Etat ou privée.

De la même façon qu'il n'était nullement besoin d'être convaincu de la qualité des automobiles de la marque Talbot pour être de tout cœur avec les ouvriers grévistes de Talbot, il n'est pas nécesaire d'avoir une opinion favorable de ce qu'est la télévision d'Etat pour être solidaire du personnel de la télévision en lutte pour son emploi ou ses acquis.

Oui, les journalistes de TF1 ont sans doute un choix à faire ; ils ont le choix entre se contenter du soutien des artistes et des gens de cinéma connus, de Jack Lang et de quelques associations de téléspectateurs cultivés, ou rechercher le soutien de la classe ouvrière en ralliant les rangs des exclus de la prospérité. Et à l'heure de la crise, de l'offensive de la bourgeoisie, c'est ce choix-là qu'il s'agit de faire. Et c'est un choix de classe.

Alors, que les journalistes et les techniciens de TF1 se défendent ! Qu'ils y mettent le plus d'acharnement possible ! Ça leur donnera peut-être envie de libérer véritablement les médias, quel que soit leur statut juridique, et de jouer vraiment leur rôle au côté des travailleurs quand ils sont en grève.

Pierre VERNANT

ÉDITORIAL

LE SCRUTIN MAJORITAIRE OU LA PRATIQUE DU MONOLITHISME BOURGEOIS

"*Je suis de ceux qui ont participé à l'histoire pendant que vos amis se couchaient devant l'occupant !*" — "*Sale individu... voyou... salopard !*". Voilà ce que l'histoire retiendra du débat parlementaire... sur le projet gouvernemental de retour au mode de scrutin majoritaire à deux tours !

Faute de vouloir vraiment débattre sur le présent, le RPR et le PS à l'Assemblée ont bien dû aller se chercher des poux dans la tête datant de 40 ans. Et vu la façon dont le "débat" s'engageait, on ne sait pas trop à qui Chirac a rendu le plus service en y mettant fin par la question de confiance : à son ministre de l'Intérieur, Pasqua, ou aux députés du PS eux-mêmes...

Car sur le fond de la question, RPR, UDF et PS sont totalement d'accord.

La gauche non communiste a dû sa victoire électorale de 1981 à ce même mode de scrutin majoritaire, qui en amplifiant le déplacement de quelques centaines de milliers de voix, lui a permis d'obtenir près de 60 % des sièges à l'Assemblée avec 38,34 % des voix dans le pays seulement. Et si, à la fin de la législature, Mitterrand a imposé un mode de scrutin semi-proportionnel (presqu'aussi injuste, tout juste bon à faire entrer au Parlement le Front National, mais toujours pas l'extrême-gauche qui aurait eu 9 députés avec un scrutin à la proportionnelle intégrale), ce fut uniquement pour ne pas amplifier à rebours la défaite électorale prévisible du PS.

Le scrutin de mars 1986 passé, la défaite électorale bue, mais la cohabitation Mitterrand-Chirac sauvée, l'espoir est revenu à la gauche non communiste de revoir le balancier osciller à nouveau en sa faveur, dans quelque temps. Son goût pour le scrutin majoritaire est revenu du même coup, puisqu'il offre le double avantage de laisser espérer, avec une petite progression en voix du PS, un ras-de-marée en sièges, tout en réduisant à moins de 10 députés la représentation du PC.

Même genre de calcul du côté du RPR et de l'UDF, qui espèrent consolider leur avantage en voix actuel, l'amplifier en sièges, tout en réduisant sur leur droite la représentation du Front National.

Il reste bien un petit sujet de litige entre le PS et le RPR : le fameux découpage-charcutage des circonscriptions. Ou plus exactement QUI va découper les meilleurs morceaux pour ses amis. Mais de ce côté-là, le RPR a au moins autant de litiges avec l'UDF qu'avec le PS ! Et c'est sans doute pour mettre les députés des trois couleurs d'accord que Chirac a promis à Mitterrand de lui montrer, avant tout le monde, le découpage en question, pour un arrangement au sommet avant que les troupes s'empaillent...

Alors, oui, ce mode de scrutin majoritaire est le plus injuste, le plus anti-démocratique qui soit.

Il consiste non seulement à exclure bien des tendances minoritaires de toute représentation parlementaire, mais à laminer celles qui y sont représentées. Le Parti Communiste, par exemple, déjà sous-représenté lors du dernier scrutin, passerait de 35 députés à 15, voire 10 ou même 9 (selon les différentes estimations) avec un scrutin majoritaire et le même nombre de voix qu'en 1986. A l'inverse, toujours sur la base des voix obtenues en 1986, la coalition RPR-UDF plus quelques "divers droite", verrait sa représentation hypertrophiée : avec 44,74 % de voix dans le pays, la droite gouvernementale obtiendrait 70 % des sièges, au lieu des 50,60 % actuels.

Pour les différents partis, toujours sur la base d'un scrutin majoritaire, cela ferait en moyenne un député avec 30 500 voix seulement pour la droite gouvernementale, un député avec 61 000 voix pour la gauche non communiste (PS plus MRG), et un député avec au moins 180 000 voix, voire 270 000 voix pour le Parti Communiste ou le Front National. Et de toute façon, zéro député pour l'extrême-gauche, comme pour les écologistes.

Ce mode de scrutin donne une Assemblée nationale qui reflète l'opinion du pays à la façon des miroirs déformants du musée Grévin. Ça n'a plus guère figure humaine. Mais c'est ce que les bourgeois, à droite comme à gauche, appellent la représentation "démocratique" du pays. Et c'est pour former cette grimace d'Assemblée qu'on nous appelle à voter tous les cinq ans. Pas étonnant que les débats y soient si dérisoires, si grotesques. Pas étonnant que personne dans le pays ne s'y reconnaisse !

Pas étonnant que le gouvernement issu d'une telle assemblée, cherchant à imposer la loi d'une majorité fabriquée, soit lui-même une caricature et se soumette et obéisse aux véritables pouvoirs de l'ombre, aux dictats du Capital et de la Finance.

Voilà à quoi se résume la démocratie des pays censés être les plus démocratiques du monde : l'opinion, la volonté de la minorité, des minorités, c'est-à-dire au bout du compte de millions de gens qui ne pensent pas comme la prétendue majorité au pouvoir, de millions de gens qui dans leur diversité font la majorité réelle du pays, y sont constamment bafouées.

Voilà à quoi se résume l'idéal démocratique des partis de droite ou de gauche qui altement au gouvernement : constituer le gouvernement monolithique d'une chambre introuvable, où l'on puisse se comporter en parti unique, où l'issue des débats est indifférente parce que connue d'avance...

Le véritable pouvoir des travailleurs, lui, celui de la majorité de la population, sera d'emblée, et de loin, plus démocratique que cet ersatz de démocratie. Il commencera par tenir compte des minorités, et à les représenter dans les organes représentatifs qui seront aussi exécutifs.

Mais pour imposer cette démocratie-là, pour instaurer un véritable gouvernement représentant les intérêts de toute la population, les travailleurs devront commencer par ne plus croire aux pièges et aux mensonges actuels du bulletin de vote !

Arlette LAGUILLER

NOUVELLE-CALÉDONIE

PLAN PISANI OU PLAN PONS, LES VRAIS INTÉRÊTS DU PEUPLE KANAK RESTENT EN PLAN

Au dernier Conseil des ministres, Mitterrand a exprimé *"ses fortes réserves"* à l'égard du plan de Bernard Pons pour la Nouvelle-Calédonie, qui selon lui *"est de nature à raviver les tensions entre les communautés"*.

Bernard Pons, ministre des DOM-TOM et successeur de Pisani pour la Nouvelle-Calédonie, a-t-il vraiment innové et pris le contrepied de son prédécesseur ? Pons lui-même déclarait récemment : *"Je pourrais faire voler le plan Pisani en éclats, mais je ne le fais pas car il faut ouvrir le dialogue"*. Ce qui n'empêche pas Bernard Pons d'essayer auprès de la droite nationaliste à l'esprit colonial, et auprès de ceux que l'on nomme les "Caldoches" (les colons), d'accréditer l'idée qu'il prend le contrepied de Pisani. Démagogie de droite oblige.

Alors d'une part Pons maintient, comme le plan Pisani le prévoyait, un référendum pour dans un an. Celui-ci cependant ne demandera plus de choisir entre la séparation de la Nouvelle-Calédonie d'avec la France et *"l'indépendance-association"*, mais entre *"l'indépendance"* et le *"maintien dans la République française"*. Et d'autre part Bernard Pons déclare vouloir accroître les *"pouvoirs de tutelle"* du haut commissaire du territoire et du congrès, tout en conservant les attributions des pouvoirs des quatre régions constituées, en matière de *"développement économique, d'action culturelle et d'équipements collectifs"*. En découpant le territoire en quatre régions, dont trois à majorité kanake, Pisani avait mis entre les mains des nationalistes un ersatz de pouvoir, ce qui était encore trop du point de vue des Caldoches et de la droite la plus nationaliste.

Mais entre *"l'indépendance-association"* de l'un et *"le maintien dans la République"* de l'autre, entre *"le pouvoir des régions"* de l'un et *"l'accroissement des pouvoirs de tutelle"* de l'autre, qu'y a-t-il de fondamentalement différent alors que le territoire se trouve de toute façon divisé en deux : d'une part la région de Nouméa, la partie la plus riche, celle qui concentre le plus de biens, et d'autre part les trois autres régions, la partie la plus pauvre vouée à une agriculture de survie. Dans un cas comme dans l'autre, le vrai pouvoir restera quel que soit le nom qu'on lui donne, dans les mains des riches, des Caldoches, qui ont déposé leur argent ailleurs, en Nouvelle-Zélande ou en Australie, et ne gardent à Nouméa que ce qui fait l'ordinaire d'une vie luxueuse.

Et référendum à la sauce Pisani ou à la sauce Pons, de toute façon les Kanaks seront dans les urnes minoritaires, sauf peut-être si l'on excluait du scrutin tous les fonctionnaires de passage en Nouvelle-Calédonie, ce que ni Pons ni Pisani n'ont prévu.

Reste quand même que dans la forme, les politiques de l'ancien et du nouveau gouvernement diffèrent, même si sur le fond elles sont identiques. La raison en est que les clientèles électorales auxquelles elles sont destinées ne sont pas les mêmes. Les Caldoches vont-ils se sentir rassurés par le langage et la démagogie que déploie le nouveau gouvernement à leur égard ? Nous le verrons. Ce qui est certain par contre, c'est que cela va rendre encore plus évidente, pour les Kanaks, l'escroquerie que l'impérialisme français leur mijote avec son référendum et son projet de statut. Et cette conscience-là, à un moment ou l'autre, peut engendrer leur colère et leur révolte. C'est bien ce qui inquiète Mitterrand, lui qui est bien placé pour savoir que les précédents n'ont pas manqué, et que par exemple, du *"statut départemental"* à *"la loi-cadre"* de Defferre, l'Algérie n'a été maintenue sous le régime colonial... que jusqu'au jour de l'explosion.

Même si la population kanake peut encore aujourd'hui — grâce entre autres à des nationalistes comme Tjibaou — s'illusionner sur le sort qui peut lui être réservé dans le cadre d'un accord négocié avec l'impérialisme français, rien ne prouve que ce soit encore pour longtemps. Comme rien ne prouve non plus que cette explosion s'arrêterait simplement à une indépendance plus formelle que réelle, et se cantonnerait dans les limites de l'île sans semer le vent de la révolte ailleurs dans le Pacifique. De quoi inquiéter non seulement Pons mais Mitterrand, et bien d'autres encore.

Louis GUILBERT

INTERNATIONAL

GRANDE-BRETAGNE

LES GRÉVISTES DE LA PRESSE FACE AU RECUL DES SYNDICATS

Il y a maintenant plus de trois mois et demi que les 5500 ouvriers du groupe de presse News International — qui publie en particulier le *Times* et le *Sunday Times* — sont en grève pour le maintien de l'emploi. Début février le propriétaire du groupe, le magnat de la presse Murdoch, avait annoncé le transfert de toutes les activités londoniennes de son groupe dans l'usine ultra-moderne de Wapping. Et il avait riposté au mot d'ordre de grève lancé par les syndicats en licenciant sur-le-champ les 5500 grévistes des usines de Londres. De toute évidence, c'était un coup monté et préparé de longue main.

Depuis, la situation n'a guère évolué. Chaque samedi soir, des milliers de grévistes et de supporters de la grève manifestent devant l'usine de Wapping, à l'heure où le *Sunday Times* sort des presses, pour tenter d'en bloquer la distribution. Invariablement il en résulte des affrontements avec la police, parfois très violents, comme le 3 mai dernier où la police a chargé la foule à cheval.

Jusqu'à présent, ni les grévistes ni ceux qui les soutiennent ne se sont laissé décourager. Leur nombre, aux uns comme aux autres, n'a pas diminué, mais il n'a pas augmenté non plus. Et c'est bien là le problème : la combativité de ceux qui participent au mouvement est incontestable, mais leur isolement devient de plus en plus évident.

Cet isolement, les grévistes le doivent bien sûr à la situation générale et au chômage qui pèse sur toute la classe ouvrière du pays, et sans doute aussi au poids de la défaite qu'ont essuyée les mineurs il y a maintenant un an.

Mais ils le doivent aussi à la politique des syndicats qui dirigent le mouvement. Sans doute le SOGAT, le plus important des syndicats concernés, a-t-il appelé ses adhérents dans la distribution à boycotter les titres du groupe News International. Mais il vient de reculer devant les poursuites judiciaires dont il était l'objet. Alors que l'écrasante majorité des syndiqués concernés s'était prononcée pour défier les tribunaux et poursuivre le boycott, les dirigeants du SOGAT viennent d'annuler leur mot d'ordre. Et surtout, tandis que d'une main ces mêmes dirigeants prétendaient mener les grévistes à la bagarre, de l'autre ils signaient une série d'accords avec d'autres groupes de presse, en particulier le groupe concurrent du *Daily Mirror,* acceptant licenciements et déqualifications.

De recul en recul, les seules perspectives qu'offrent les syndicats de la presse finissent par se résumer à celle tracée à la fin mars, de la tribune du Parlement, par un député travailliste lié au SOGAT : *"Si c'est nécessaire,* avait-il dit, *les grévistes tiendront jusqu'aux élections, et ce sera au prochain gouvernement travailliste de faire céder Murdoch".* Des élections qui se tiendront en ... 1988 ! Un langage qui dit clairement tout le mépris que doit éprouver ce politicien nanti pour la classe ouvrière et pour ses luttes.

Pour leur part, nombre de grévistes ne semblent pas se résigner à la pleutrerie de leurs dirigeants. En tout cas c'est ce qu'ont montré 2500 grévistes en allant inopinément huer Brenda Dean, la secrétaire générale du SOGAT, lors d'un meeting qu'elle tenait à Londres le 19 mai.

La colère qu'ont manifestée les grévistes à cette occasion, et la combativité dont ils continuent à faire preuve, indiquent qu'il y a sans doute autre chose à faire pour eux que de tenir encore deux ans cramponnés à leurs vieilles usines. Ce genre de politique pouvait peut-être payer à l'époque de la prospérité, lorsqu'il suffisait parfois d'une menace de grève dans la presse pour que le patronat recule. Mais aujourd'hui, où c'est toute la classe ouvrière qui a des comptes à demander, alors que des millions de chômeurs attendent aux portes des usines, c'est une politique qui ne paie plus.

La Grande-Bretagne compte plus de quatre millions de chômeurs, parmi lesquels des centaines de milliers de jeunes dont certains ont montré, au cours des dernières années, lors des émeutes qui ont touché les villes ouvrières, qu'ils ne se résignaient pas. Des millions de travailleurs anglais, qui ont été ou sont aujourd'hui frappés directement par la crise, ont une revanche personnelle et collective à prendre sur Thatcher.

Faute de mieux, comme on l'a vu lors des élections municipales du 8 mai, une partie de ces travailleurs et de ces chômeurs se servent du bulletin de vote pour exprimer leur colère en votant travailliste. Mais, comme le passé l'a montré, c'est un geste inutile, car un gouvernement travailliste de plus ou de moins ne changera rien pour eux.

Pour que cela lui serve, c'est dans la rue et dans les usines que la classe ouvrière devra faire entendre sa colère. Et c'est là où quelques milliers de grévistes déterminés, comme ceux de la presse, peuvent peut-être jouer un rôle, en portant leur lutte sur un autre terrain que celui du corporatisme, en faisant appel à la colère de la classe ouvrière contre la politique de Thatcher.

Il y a soixante ans, en 1926, c'est par solidarité avec les mineurs mais aussi pour riposter aux attaques dont elle était l'objet, que la classe ouvrière britannique avait jeté ses forces dans la grève générale, avant d'être aussitôt trahie, il est vrai, par les dirigeants syndicaux.

Aujourd'hui, les ouvriers de la presse pourraient peut-être bien, s'ils le décidaient, s'ils avaient le cran de passer outre leurs dirigeants syndicaux, être cette étincelle qui mettra le feu à la poudrière sociale, en transformant leur colère, leur résistance désespérée, en un mouvement politique à l'échelle du pays : en sortant, en voulant sortir, consciemment, de leur isolement.

Et si les travailleurs anglais savaient braver la routine inculquée par les syndicats, et braver les syndicats eux-mêmes, dans ce sens-là, il y a des chances pour qu'ils soient en même temps capables de se forger leur propre direction au cours de l'épreuve de force générale contre la bourgeoisie qu'ils auraient engagée.

François ROULEAU

A CHACUN SON ORDRE

Au pays de Mme Thatcher, il y a quand même au moins une entreprise qui embauche : les forces de l'ordre. Le 20 mai, le ministre de l'Intérieur a en effet annoncé la création de 3200 emplois de policiers en tenue dans les trois années à venir... En plus des 12000 postes déjà créés depuis 1979 !

A quelques heures de là, le même jour, un autre ministre, celui de l'Industrie, annonçait 7600 suppressions d'emplois dans les ateliers de chemin de fer, en grande partie sous forme de licenciements, sur la même période de trois ans... En plus des 35000 emplois déjà supprimés dans cette branche depuis 1980 !

Il est vraiment temps que ce soit la classe ouvrière qui se charge de mettre de l'ordre elle-même dans ce système pourri !

SRI LANKA

LA POPULATION TAMOULE DOUBLEMENT OTAGE

L'armée du Sri Lanka (Ceylan) vient de lancer une grande offensive contre la ville de Jaffna, quatrième ville de l'île avec 150 000 habitants, que contrôlent les maquisards indépendantistes tamouls. Malgré la mobilisation de plusieurs milliers de soldats, d'avions et d'hélicoptères qui ont bombardé la ville, l'armée gouvernementale a dû renoncer à prendre la ville.

La population tamoule, originaire de l'Inde et de religion hindouiste, compte 2,8 millions d'habitants. Ceux-ci ont été à maintes reprises l'objet d'attaques meurtrières de la part de nationalistes cinghalais de religion bouddhiste, l'ethnie majoritaire avec 11 millions d'habitants. La police cinghalaise a, avec la complicité du gouvernement, procédé à plusieurs reprises à des assassinats de Tamouls.

Malheureusement il n'est pas sûr que, même si les Tamouls obtenaient l'indépendance de la partie est et nord de l'île que revendiquent les mouvements nationalistes, leur sort serait plus enviable. Quelques jours avant l'attaque de Jaffna, des membres du mouvement nationaliste majoritaire, les "Tigres tamouls" ont, dans la même ville, brûlé vifs une centaine de jeunes âgés de treize à vingt ans qui appartenaient à un autre mouvement tamoul.

Ce n'est pas le premier exemple d'un mouvement nationaliste se transformant en bourreau du peuple qu'il prétend défendre et surtout commander. Le FLN algérien il y a trente ans, et plus récemment les Khmers Rouges et les guérilleros du Sentier Lumineux péruvien, ont, à des degrés divers, pratiqué le terrorisme contre leur population, quand elle ne se laissait pas embrigader ou suivait des mouvements nationalistes concurrents. Sous prétexte d'union nationale et des nécessités de la lutte militaire contre un oppresseur extérieur, c'est un nouvel appareil dictatorial que ces mouvements nationalistes bâtissent par la terreur. Le nationalisme n'est pas seulement un piège parce qu'il dresse les peuples les uns contre les autres. C'est aussi l'idéologie qui permet à une petite bourgeoisie luttant pour le pouvoir d'imposer son joug à la masse des pauvres.

INTERNATIONAL

BELGIQUE

VIVE LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE BELGIQUE !

Les trains ont été paralysés dans le sud de la Belgique pendant tout le week-end de la Pentecôte. Les cheminots de Wallonie ont en effet refusé, vendredi soir, les consignes des responsables syndicaux, qui voulaient suspendre la grève pendant la Pentecôte.

Les syndicats FGTB (socialiste) et CSC (chrétien) avaient appelé tous les travailleurs des services publics pour le vendredi 16 mai, à une journée de grève générale, les cheminots les ayant devancés en se mettant en grève spontanément dès le mardi d'avant. Vendredi, le trafic ferroviaire et celui des autobus étaient bloqués sur l'ensemble du pays, ainsi que la circulation fluviale et maritime. Les bureaux de poste, les administrations, les écoles avaient fermé leurs portes, tandis que la radio et la télévision fonctionnaient en service minimum.

Cette grève de 24 heures est la deuxième à laquelle les syndicats ont appelé depuis le début du mois. Dix jours avant, le 6 mai, il y avait déjà eu des centaines de milliers de travailleurs de la fonction publique en grève, et tout le pays avait été paralysé. Mais deux journées de grève de 24 heures n'ont pas réussi à endiguer le mouvement. Le dernier week-end, les cheminots n'ont pas obéi aux consignes syndicales et ont continué leur grève. Alors les syndicats ont appelé à nouveau à une troisième journée de grève, pour le mercredi 21 mai. Ils multiplient donc les appels à 24 heures, alors qu'à la base c'est la grève générale, la vraie grève, qui pourrait bien être à l'ordre du jour.

A l'origine du mécontentement et de la colère des travailleurs belges, il y a les mesures d'austérité prévues par le gouvernement, prévoyant de faire 200 milliards de francs belges (30 milliards de francs français) d'économies sur leur dos, d'ici à fin 1987. Il est en effet question, entre autres, de diminuer les effectifs des secteurs publics (il y a près de 14 % de chômeurs dans le pays), ainsi que de supprimer les "petits risques" des remboursements de Sécurité sociale.

Ce sont les travailleurs du secteur public qui se sont lancés les premiers dans la lutte. Mais, cette fois-ci, les travailleurs du secteur privé sont aussi directement concernés. Et il est fortement question que la grève s'étende aussi à eux, ce que craignaient les dirigeants du pays pour jeudi ou vendredi (22 et 23 mai), jour où ils devaient communiquer aux Chambres les modalités de leur plan.

Oui, une grève générale, comme réponse aux plans du gouvernement, menace celui-ci dans son existence même, et les travailleurs ont les moyens de le faire chuter. Du moins si les syndicats, qui en Belgique au moins autant qu'en France ont une longue expérience de briseurs de grève, ne réussissent pas une fois encore à lui sauver la mise.

IL Y A 3 ANS

La grève générale de la fonction publique de septembre 1983, et la trahison des syndicats

En septembre 1983, une grève générale de la fonction publique avait paralysé la Belgique pendant quinze jours. Le gouvernement Martens, voulant faire 10 milliards de francs belges d'économies (environ 1,5 milliard de francs français), sur le dos des travailleurs de la fonction publique, avait annoncé durant l'été des mesures d'austérité. Celles-ci touchaient à la fois aux primes, à l'embauche et aux salaires, notamment en repoussant du début à la fin du mois le paiement, ce qui équivalait à voler un mois de salaire aux travailleurs de la fonction publique. Résultat, 900.000 travailleurs s'étaient retrouvés ensemble dans le mouvement.

Ce sont les cheminots de Charleroi qui avaient démarré spontanément la grève. Les directions syndicales, jugeant la grève "inopportune", leur demandèrent de reprendre le travail. Sans succès, bien qu'ils leur aient promis ensuite d'appeler à la grève pour... une semaine après. Non seulement les cheminots de Charleroi ne reprirent pas le travail, mais la grève s'étendit et gagna en trois jours l'ensemble du réseau ferré, les tramways, les bus et les métros dans les grandes agglomérations, les postiers et les éboueurs. Le port d'Anvers fut paralysé, la télévision et la plupart des services municipaux se retrouvèrent également dans la grève. Celle-ci gagna les douanes, les hôpitaux et même les policiers et les gardiens de prison. Il n'y eut pas d'appel au secteur privé, mais quelques grandes entreprises se mirent quand même en grève également.

Ce n'est que six jours après le démarrage du mouvement que les trois syndicats — chrétien, socialiste et libéral — du secteur public prirent le train en marche, tentant de reprendre en main le mouvement et appelèrent à *"24 heures ou 48 heures minimum"*, ce qui fut l'occasion d'une nouvelle extension de la grève.

Mais si les syndicats ne furent pas à l'origine de ce formidable mouvement, ils réussirent à l'arrêter quinze jours après son début, sans que le gouvernement ait cédé autre chose qu'une "modulation" des mesures d'austérité prévues. Alors que toute l'économie avait été paralysée, que la classe ouvrière belge avait fait la preuve à la fois de sa force et de sa combativité, c'est le gouvernement qui sortit victorieux de l'épreuve. Les syndicats acceptèrent le compromis gouvernemental, bien qu'il ne cédât pratiquement sur rien, et donnèrent l'ordre de la reprise.

Des sections locales proclamèrent leur volonté de continuer, mais tout le monde finalement s'inclina devant l'appel à la reprise des directions syndicales. Même si les dirigeants syndicaux eurent à affronter des assemblées houleuses et si, comme la presse l'avait rapporté, ils se firent traiter de *"vendus"*, de *"dégonflés"* par des grévistes pleurant de rage leur promettant : *"On vous fera la peau"*, nulle part il ne se trouva une direction de rechange capable de continuer la grève malgré eux.

Aujourd'hui, trois ans après, on voit que la combativité des travailleurs belges est la même. Ils ont en plus l'expérience de la trahison syndicale de 1983. Il leur reste à mettre sur pied leur propre direction pour rester maîtres de leur lutte et pouvoir vaincre.

L. G.

APRÈS LE TEMPS DE LA RÉSIGNATION CELUI DE LA COLÈRE

Les chiffres du chômage augmentent toujours. Malgré les cadeaux, les incitations financières, les dégrèvements fiscaux, les entreprises ne créent toujours pas d'emplois, pas plus avec le gouvernement de droite qu'avec celui de gauche.

Les profits augmentent, les cours de la Bourse s'envolent toujours. Pour les bourgeois, merci, ça va ! Chirac libère les prix et les changes ; il abaisse le taux du crédit pour les riches, à qui les banques font crédit ; il diminue les impôts et les charges sociales des patrons. Et Chirac en est réduit, comme Fabius avant lui, à mendier au patronat un geste, rien qu'un geste, celui de créer quelques emplois. Mais la bourgeoisie s'en fiche, du moment que l'argent rentre. Aux saltimbanques politiques de droite ou de gauche d'amuser le public. C'est la recette qui intéresse les bourgeois.

Tout cela se passait déjà ainsi avec le gouvernement socialiste. Ce n'est pas moins vrai aujourd'hui avec le gouvernement de droite ; sinon que, le temps passant et la crise s'aggravant, les pauvres en ont toujours moins, et les riches en obtiennent toujours plus. Et tout ce joli monde, les patrons, leurs journalistes, leurs hommes politiques, se félicite à haute voix de ce que les travailleurs ne font plus grève, n'osent plus se défendre, à cause des menaces sur leur emploi.

En Belgique aussi, c'était pareil.

Et puis la colère est venue. Cela a commencé par des grèves spontanées, d'abord chez les mineurs, il y a un mois, puis mardi dernier chez les cheminots.

Alors, les confédérations syndicales de fonctionnaires ont lancé un appel à une grève générale de 24 heures.

Pour étendre le mouvement et en faire une offensive générale qui fasse céder la bourgeoisie et son Etat ? Non ! Bien sûr que non !

C'est plutôt pour contrôler le mouvement, pour l'arrêter, pour empêcher que les grèves spontanées se généralisent en une grève générale, qui risquerait d'être illimitée et de se traduire par un affrontement généralisé. Un affrontement où le gouvernement belge comme la bourgeoisie belge pourraient être amenés à perdre des plumes.

Alors, pour le moment, les travailleurs de Belgique, malgré la crise, malgré le chômage, ont réussi à inspirer la peur non seulement aux bureaucraties syndicales, qui ont pris le train en marche pour mieux le freiner, mais aussi à l'ensemble de la bourgeoisie. Oui, le temps de la résignation, en Belgique, est peut-être bien en train d'être dépassé.

Alors, ce que nous pouvons souhaiter aux fonctionnaires, aux mineurs et aux cheminots belges, c'est qu'ils ne se laissent pas arrêter par leurs propres syndicats. C'est qu'ils sachent mettre sur pied leurs propres organisations de lutte, leur propre direction, en se donnant les moyens d'étendre leur mouvement, de rallier à eux tous les autres travailleurs du pays. C'est ainsi qu'ils peuvent démultiplier leur force.

Oui, s'ils ne délèguent pas la direction de leur mouvement à ceux qui ne songent qu'à le contenir, ils pourront remporter une victoire, malgré le chômage et malgré la crise.

Car là-bas comme ici, nos exploiteurs ne sont forts que de notre résignation. Car ce qui est vrai pour la Belgique est vrai ici, en France. Les frontières ne doivent pas plus arrêter les travailleurs qu'elles n'arrêtent les bourgeois. Un baron Empain a une carte d'identité belge et sait parler avec mépris des travailleurs immigrés ; mais il sait gaspiller dans les casinos de la Côte d'Azur l'argent qu'il a gagné sur le dos des travailleurs, immigrés ou pas, de France comme de Belgique.

La seule patrie des bourgeois, c'est le profit. La patrie des travailleurs, c'est la justice sociale. Et si l'argent n'a pas de frontières, la force des travailleurs non plus.

VIVE LA GRÈVE DES TRAVAILLEURS DE BELGIQUE !

Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 19 mai

INTERNATIONAL

AFRIQUE DU SUD

LA FUITE EN AVANT DES DIRIGEANTS RACISTES

Lundi 19 mai, l'armée sud-africaine lançait trois opérations de commando au Bostwana, en Zambie et au Zimbabwe, contre des installations de l'ANC, la principale organisation nationaliste sud-africaine en lutte contre le régime de l'Apartheid.

Ces raids constituent la réponse du régime raciste d'Afrique du Sud aux "pressions" qu'exercent sur lui les pays impérialistes pour qu'il fasse des concessions aux Noirs du pays avant que leur révolte n'emporte tout.

Au moment même où les commandos passaient à l'action, une mission de sept membres de pays du Commonwealth britannique tentait en effet de nouer un dialogue entre le régime de Pretoria et l'ANC. Cette mission avait été mise sur pied à la suite du refus de la Grande-Bretagne de prendre des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud et parce que l'Angleterre voulait donner l'impression de faire quand même quelque chose.

Mais, justement, les dirigeants sud-africains ont depuis longtemps pris la mesure des "pressions" que sont prêts à exercer sur eux les dirigeants des pays impérialistes : des paroles, mais surtout pas d'actes concrets, contre un régime qui reste le principal soutien de l'impérialisme en Afrique et une de ses principales sources de profits.

Face à la révolte des Noirs d'Afrique du Sud, les dirigeants impérialistes voudraient bien que le régime de Pretoria lâche du lest. Seulement voilà : ce dernier ne veut pas. Et les dirigeants sud-africains ont beau jeu de rapprocher leurs raids de ceux des Etats-Unis sur Tripoli ou d'Israël sur Tunis. Car c'est bien de la même politique qu'il s'agit : au nom d'une prétendue lutte contre le "terrorisme", frapper les peuples qui osent se révolter.

L'impérialisme voudrait bien que cette politique ne soit appliquée qu'avec "nuances", c'est-à-dire lorsqu'il est certain d'être le plus fort. Le régime sud-africain refuse les nuances et réclame l'emploi de la force dans tous les cas.

Comme d'habitude, la condamnation des pays impérialistes n'a été que verbale. Et la politique actuelle de Reagan ne peut qu'encourager les dirigeants sud-africains à la fuite en avant, risquant de mettre le feu aux poudres et d'entraîner les pays impérialistes dans un conflit que, dans ce cas, ils préfèreraient éviter.

Eh bien, le combat du peuple sud-africain montre les limites de la politique de force affichée par Reagan et appliquée par des pays comme Israël ou l'Afrique du Sud : une politique qui n'a de chances d'aboutir que si les peuples se taisaient.

Or ils ne se taisent pas toujours !

J.J.F.

en bref

Chômage en hausse

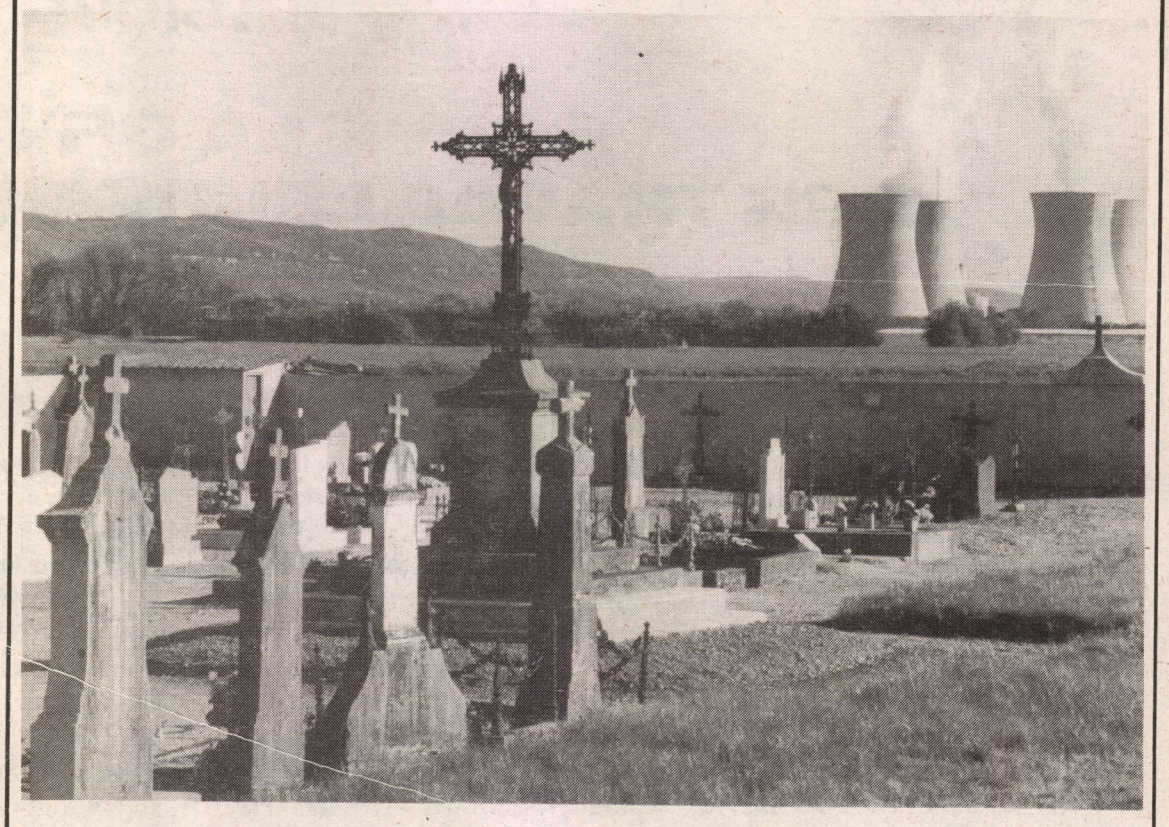
Le chômage a encore battu un record au mois d'avril. Il y a officiellement deux millions et demi de chômeurs en France, 40 000 de plus que le mois dernier, inscrits à l'ANPE. Les experts prévoient qu'il y en aura entre 160 000 et 220 000 de plus en 1986. Et cela fait une bonne dizaine d'années que les gouvernements successifs "incitent" soi-disant les patrons à "créer" des emplois, à coups de subventions, de dégrèvements de charges sociales et cadeaux en tout genre.

Seul un coup de colère général des travailleurs de ce pays pourrait changer les choses et licencier les patrons qui, décidément, ne servent à rien.

Péages en hausse

Les sociétés privées qui s'enrichissent grâce à la gestion des portions d'autoroute que l'Etat leur a offertes en concession, peuvent dire merci au gouvernement. Le tarif des péages appliqué aux voitures particulières a été augmenté de 3,3 % à 6,2 %, selon les réseaux, le 15 mai. Le même jour, le gouvernement faisait baisser le taux d'intérêt des livrets de Caisse d'Epargne de 1,5 %. On pique les économies des petites gens, on rackette la circulation automobile, et les profiteurs prospèrent du racket. Comme d'habitude.

NUCLÉAIRE



Centrale nucléaire du Bugey dans l'Ain... On a tout prévu !

PAS DE TCHERNO-BILE À SE FAIRE EN FRANCE ?

Il n'y aurait pas de bile à se faire en France, nous dit-on. Les centrales nucléaires ici sont sûres, le réacteur enfermé dans une enceinte de confinement à toute épreuve...

Et pourtant le *Canard enchaîné* du 21 mai vient de publier des extraits d'un rapport du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) sur un incident survenu en avril 1984 à la centrale atomique de Bugey (dans l'Ain) le 14 avril 1984.

Ce jour-là une panne avait provoqué une baisse de courant sur les circuits qui alimentent les tableaux de contrôle et de commande du réacteur n° 5 de cette centrale. Les systèmes d'arrêt d'urgence du réacteur s'étaient bien alors déclenchés mais, à cause de la panne électrique, les pompes de refroidissement du cœur du réacteur n'avaient pas fonctionné. Il y a bien, à la centrale de Bugey, trois sources d'alimentation électrique de secours, mais les deux premières refusaient de marcher. Heureusement, enfin, le groupe électrogène qui alimente en dernier recours les pompes du circuit de refroidissement avait fini par être mis en marche.

On était passé à deux doigts de la catastrophe. Car si les pompes de refroidissement n'avaient pu être remises en marche, le cœur du réacteur se serait réchauffé considérablement, et aurait pu fondre... *"Une défaillance supplémentaire sur cette voie"*, écrit le rapport du CEA cité par le *Canard enchaîné*, *"aurait conduit à une perte complète des alimentations électriques de puissance, situation hors dimensionnement"*. Qu'en termes savants ces choses-là sont dites...

"Hors dimensionnement" signifie bêtement que le réacteur aurait échappé à tout contrôle. On risquait alors un scénario du type de celui qui s'était produit à la centrale américaine de Three Mile Island en 1979, ou même une catastrophe aussi grave que celle de Tchernobyl.

Mais, pour la presse, EDF se contentait d'un petit communiqué signalant que, *"à la suite d'un incident d'origine électrique, l'arrêt du réacteur s'est effectué normalement, ainsi que le refroidissement, sans rejets radio-actifs dans l'atmosphère"*.

Car, pour EDF, il n'était pas question que cela risque de remettre en cause sa politique du "tout nucléaire". Alors... autant ne pas alerter l'opinion !

RFA : le pouvoir déclare la guerre aux antinucléaires

Les 18 et 19 mai, de violents affrontements ont eu lieu aux alentours du site du centre de retraitement nucléaire de Wackersdorf, encore en chantier, en Bavière. Il y a eu près de 400 blessés, dont 162 policiers. A l'aide d'hélicoptères, ceux-ci ont largué des gaz dans la foule des manifestants (évaluée entre 10.000 et 20.000). Plusieurs véhicules de police ont été incendiés.

La population locale est en grande majorité hostile à ce centre de retraitement, et l'on *"se rendait en famille le week-end à Wackersdorf pour communier"* avec elle, dit le *Monde* du 21.5.1986.

La catastrophe de Tchernobyl n'a fait en Allemagne, comme ailleurs, qu'accentuer la défiance de toute une fraction de la population à l'égard du nucléaire, et de ceux qui décident de son utilisation. Et alors que cette défiance se voit légitimée par les faits, le pouvoir, dans ce pays, vient de montrer qu'il y choisissait pour toute réponse la répression la plus brutale. Il n'est pour lui pas question de céder à d'autres groupes de pression que celui des capitalistes qui profitent du nucléaire. Le droit de manifester et la démocratie en Allemagne de l'Ouest, comme dans les autres pays capitalistes "avancés", s'arrêtent là où commence le profit.

Deux ouvriers irradiés à La Hague

Deux ouvriers de l'usine de retraitement nucléaire de La Hague ont été gravement irradiés alors qu'ils travaillaient sur une canalisation dans laquelle il y a eu une remontée accidentelle de liquide radioactif. Ils ont reçu une dose bien supérieure à la limite annuelle maximum admise comme non dangereuse, sans que l'on sache pour l'instant quelle conséquence cela risque d'avoir sur leur santé.

Quoi qu'en disent les pouvoirs publics et la direction d'EDF, la sécurité dans les centrales, pour ceux qui y travaillent, laisse parfois à désirer.

PRESLES
PENTECÔTE
1986

LA FETE EST FINIE VIVE LA FETE !

La 16e Fête de Lutte Ouvrière qui s'est tenue le week-end des 17, 18 et 19 mai derniers a été un plein succès !

Des dizaines de milliers d'entrées ont été enregistrées. Autant d'amis, de sympathisants qui ont rejoint le grand parc de Presles pour partager ces trois jours dans la détente et la joie — même le soleil était de la partie ! — avec les militants de Lutte Ouvrière. Tous en garderont comme nous-mêmes — nous en sommes certains — un souvenir enthousiaste !

Il y avait cette année encore de si nombreux spectacles, tant de jeux, de restaurants aux multiples spécialités venues de toutes les régions et de tous les pays, tant d'expositions politiques et scientifiques, de débats, de discussions, qu'il n'était certes pas possible de tout faire, tout savourer, tout suivre. Mais c'est aussi cela la Fête : tant de choses à découvrir, à voir, à apprécier dans ces trois jours qu'ils apparaissent trop courts !

Une fois de plus, la Fête de Lutte Ouvrière a été l'occasion pour de nombreuses organisations politiques d'extrême-gauche de confronter publiquement les idées qui sont les leurs, dans une ambiance fraternelle et chaleureuse qui n'enleva cependant rien à l'âpreté de certains débats. Car nous tenons à ce que notre Fête soit aussi le témoignage de la vitalité du mouvement trotskyste en France comme dans d'autres pays, et plus largement de la vitalité du mouvement révolutionnaire représenté dans de nombreux pays, sur tous les continents. L'internationalisme, la communauté d'intérêts des exploités quels que soient leur pays d'origine, leur langue et leur culture, la solidarité par-dessus toutes les frontières de tous ceux qui militent et aspirent à un monde meilleur, débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, font partie de nos traditions, d'une tradition qui est celle du mouvement ouvrier, d'une tradition bien vivante, comme le montre, à sa façon, notre Fête.

Cette année, elle était placée sous le signe du 50e anniversaire des grandes luttes grévistes de 1936. Et si la Fête fut un succès, ce fut aussi parce qu'elle donna à tous les participants cet avant-goût de la liberté et du socialisme pour lesquels, demain peut-être, tous se retrouveront au coude à coude dans de nouvelles grandes luttes ouvrières contre les bourgeois et leur capitalisme ! Oui, la Fête c'est aussi une occasion de refaire le plein d'enthousiasme et d'allant pour mener et continuer notre combat, partout où il peut l'être !

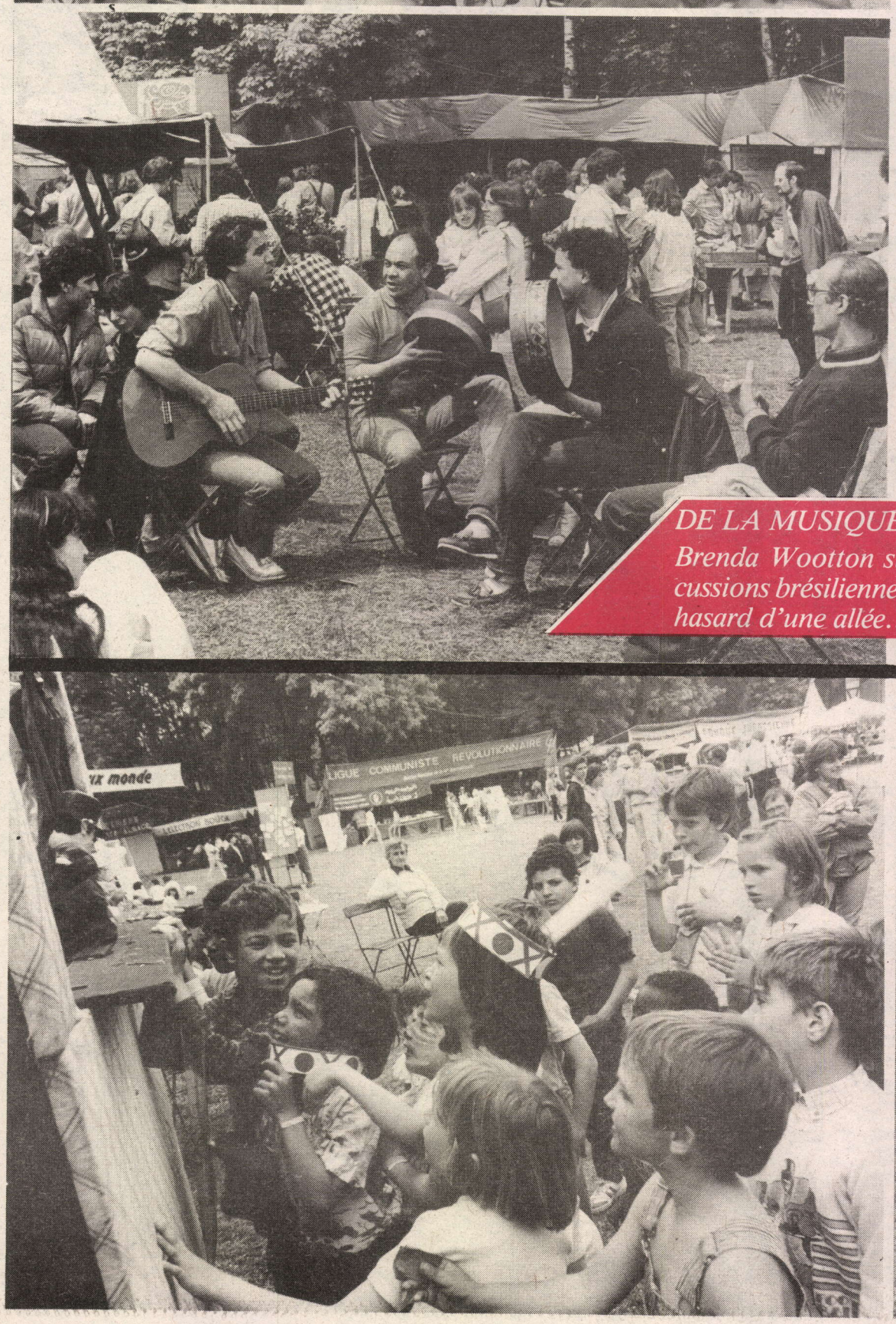
La Fête est finie, mais vive la Fête avec les quelques images que nous en donnons dans les pages qui suivent.

PRESLES
PENTECÔTE
1986

LA FETE EN IMAGES

DE LA MUSIQUE...

Brenda Wootton sur le Grand Podium, des percussions brésiliennes à Jazz City... et puis aussi, au hasard d'une allée...

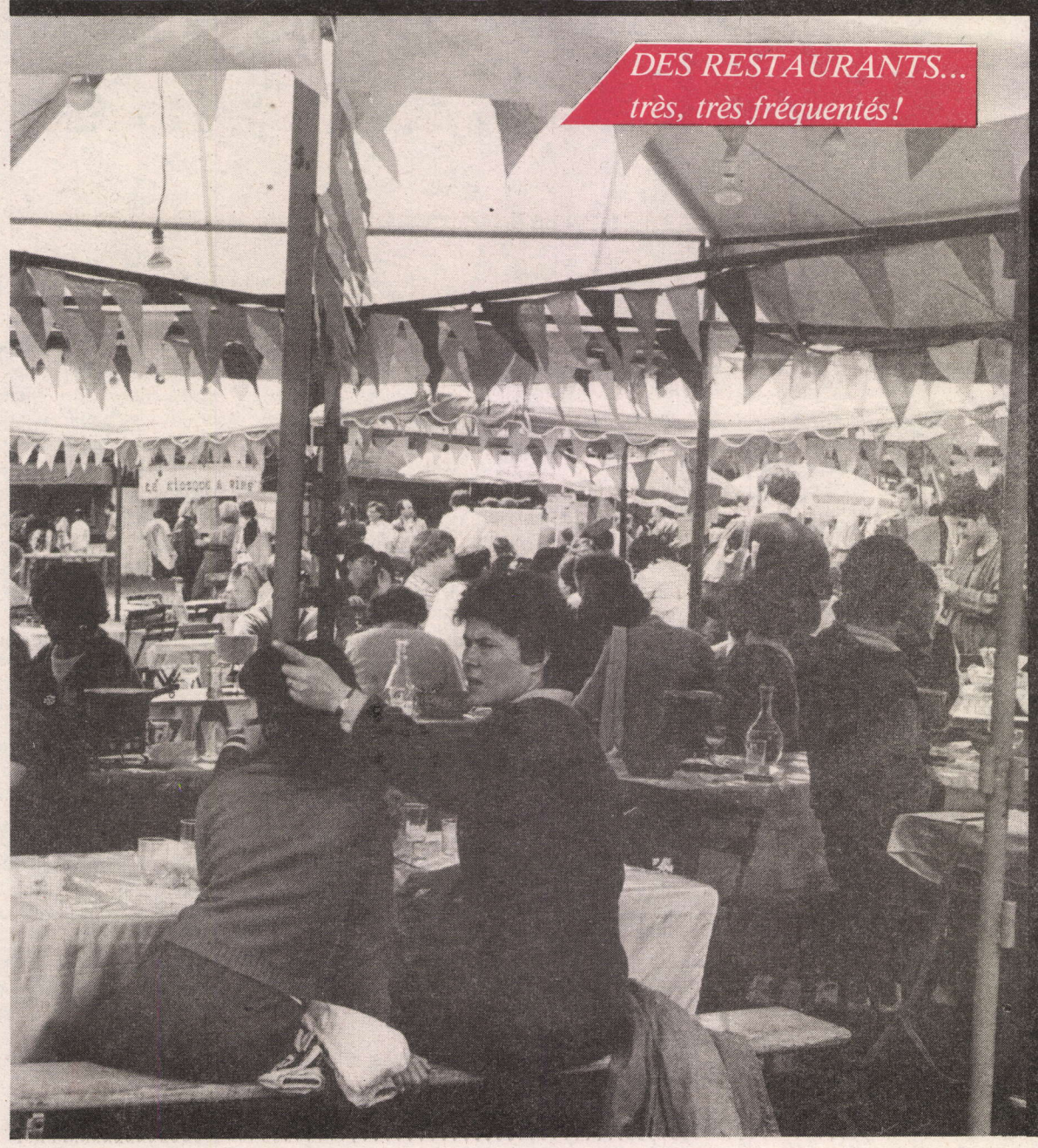


DES JEUX...

pour les petits et pour les moins petits...

DU SPORT...
Le mur d'escalade pour les audacieux et, à la Cité du sport, une démonstration de catch.

DES DÉBATS...
sous le chapiteau politique ou bien sous le chapiteau scientifique. Mais partout un public attentif.



DES RESTAURANTS...
très, très fréquentés!

LA FÊTE DE LO?
La fête de l'avenir!

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE-PENTECÔTE 86

Les interventions d'Arlette Laguiller

"C'est le réformisme qui a failli"

Allocution d'Arlette Laguiller du dimanche 18 mai

Nous voilà donc, cette année encore, nombreux à la fête de Lutte Ouvrière.

Nous en sommes heureux et fiers. Pas seulement parce que notre fête, c'est trois jours de fraternité et de joie, mais aussi parce que le succès de notre rassemblement a une signification politique. Il témoigne du fait que le courant révolutionnaire, s'il n'augmente pas, ne s'affaiblit pas dans cette période d'adversité pour les travailleurs et pour le mouvement ouvrier.

Ceux qui se revendiquent clairement des idées communistes révolutionnaires, ceux qui pensent que l'émancipation de la classe ouvrière ne se fera pas par des combinaisons électorales, ni par l'intermédiaire d'aucun gouvernement de la bourgeoisie, même s'il se dit de gauche, ceux-là ne représentent aujourd'hui, et nous en sommes conscients, qu'une petite minorité de la classe ouvrière. Mais ils en représentent une fraction qui n'est ni déçue par l'amère expérience de la gauche au gouvernement, ni découragée parce que la droite est revenue au pouvoir.

Le gouvernement de droite continue dans l'exacte lignée des gouvernements de gauche qui l'ont précédé et qui lui ont déblayé le terrain.

Il y a des mesures du gouvernement, bien sûr, toutes avantageuses à la bourgeoisie et défavorables aux travailleurs, comme la dévaluation, comme la libération des prix, comme la suppression de l'autorisation préalable au licenciement. Mais, dans la plupart des cas, ces mesures elles-mêmes ne font qu'officialiser ce que le patronat faisait déjà.

Les entreprises n'ont pas attendu des changements dans les textes légaux pour licencier, pour remplacer les travailleurs permanents par des travailleurs intérimaires ou à contrat provisoire. Toute cette offensive de la bourgeoisie se traduit par une dégradation progressive des conditions d'existence des travailleurs.

Dans la crise, il n'y a pas d'autre choix que subir la loi de la bourgeoisie ou mener une politique révolutionnaire

Et surtout c'est la crise, la pression du chômage, la crainte de perdre son emploi, pour ceux qui en ont un, ou le désir d'en retrouver un à n'importe quel prix, pour ceux qui n'en ont plus depuis longtemps, qui démoralise les travailleurs au point d'accepter des conditions de travail plus dures.

Mais surtout, si les travailleurs subissent pour l'instant sans réagir l'offensive de la bourgeoisie, c'est aussi parce qu'ils se sentent sans perspective. Parce que les partis de gauche, le Parti Socialiste comme le Parti Communiste, ont montré, une fois au gouvernement, qu'ils ne représentaient pas une autre politique que la droite.

Ce n'est pas qu'il n'y a pas d'autre politique possible pour les travailleurs ! C'est que les partis réformistes ne peuvent pas — surtout dans les périodes de crise — mener une politique favorable à la classe ouvrière. C'est le réformisme qui est failli.

Dans la crise, il n'y a pas d'autre choix que subir la loi de la bourgeoisie ou mener une politique révolutionnaire, une politique de lutte de classe. Les partis réformistes de la classe ouvrière ne sont appelés au pouvoir, les rares fois où ils y sont appelés, que pour servir de paillassons à la bourgeoisie !

Oui, la crise est devenue un mode d'existence de la bourgeoisie ; comme le chômage est devenu un mode d'existence pour les travailleurs... Mais jusqu'où et jusqu'à quand ?

Le capitalisme, les bourgeoisies n'ont pas changé depuis les années 30, ni même depuis le début de ce siècle. Et, depuis le début de ce siècle, ils ont entraîné par deux fois l'humanité dans le désastre. Alors, il ne s'agit pas d'être ni pessimistes, ni optimistes, mais de comprendre. Et comprendre d'abord que la seule force sociale capable, non seulement de s'opposer à la bourgeoisie, mais aussi de détruire son pouvoir, de changer de fond en comble cette économie capitaliste qui fait naître la misère à partir de la richesse et qui conduit le monde vers le désastre, c'est la classe ouvrière.

Tenir le langage que nous tenons paraît déplacé aujourd'hui, alors que la classe ouvrière est non seulement absente de la scène politique, mais où elle n'a même pas le moral pour se défendre contre les licenciements et le chômage, ni pour défendre son pouvoir d'achat.

Mais, puisque cette année est le cinquantenaire de Juin 36 : qui aurait pu dire en 1933, alors que la classe ouvrière subissait la crise et que les ligues fascistes levaient la tête en France et que Hitler venait d'arriver au pouvoir en Allemagne, que la classe ouvrière de ce pays allait vers la plus formidable grève générale de son histoire ?

Aux militants du Parti Communiste

Et je termine sur la crise qui agite le Parti Communiste... Nous ne nous associons pas au chœur de ceux qui enterrent déjà le Parti Communiste.

Dans le contexte actuel de recul et de glissement à droite, l'éclatement du Parti Communiste, à supposer qu'il ait lieu, risque de se faire sur la droite ; et les militants ouvriers du Parti Communiste, qui payent cher la politique de Marchais, n'ont pas besoin de payer, à nouveau, en se faisant des illusions sur Juquin et ceux qui se disent réformateurs et qui lorgnent vers le Parti Socialiste.

Mais nous sommes sincèrement et sans réserve du côté des militants ouvriers qui se posent réellement des questions sur la politique à mener dans l'avenir. Nous n'attendons pas qu'ils nous rejoignent, car nous savons bien que nous sommes encore trop faibles pour cela.

Mais les militants du Parti Communiste viennent de faire l'expérience qu'on peut être puissant et perdre cette puissance par une politique erronée. Alors, nous pensons qu'il vaut mieux choisir les idées révolutionnaires, même si cela nous vaut aujourd'hui d'être minoritaires, car ce sont les idées révolutionnaires qui transformeront le monde, lorsque la classe ouvrière s'en emparera ; alors que les idées réformistes, la politique réformiste ne sont bonnes à rien et ne conduisent qu'à des défaites, même et surtout lorsque la majorité des travailleurs sont attirés par elles.

C'est cette conviction qui fait que nous ne pouvons que proposer aux militants ouvriers du Parti Communiste d'agir côte à côte, solidairement, en confrontant fraternellement nos politiques car, de toute façon, ce sont les travailleurs et leurs luttes à venir qui trancheront.

Nous devons êtres ceux qui restent présents

A Lutte Ouvrière, nous sommes faibles, c'est vrai ; et insuffisamment présents dans la classe ouvrière, c'est encore vrai. Rien que pour cela, nous ne sommes certainement pas encore une véritable organisation prolétarienne. Mais dans les périodes de recul qui attendent tout le mouvement ouvrier, nous devons être capables de nous hisser à la hauteur de nos idées, de gagner aux idées communistes révolutionnaires de nouveaux travailleurs, de nous former pour être dignes de diriger les futurs combats de la classe ouvrière.

Gagner de nouveaux travailleurs aux idées communistes, leur donner le besoin de s'organiser, cela, nous en avons la conviction, les révolutionnaires peuvent le faire. C'est en ce temps de recul que les travailleurs peuvent juger les idées, les organisations, le courage des militants. Nous devons être ceux qui restent présents.

Voilà à quoi je convie tous ceux, militants ouvriers révolutionnaires comme jeunes intellectuels prêts à se mettre au service du prolétariat, qui veulent œuvrer pour le renversement de l'ordre bourgeois et qui ont l'énergie de leurs ambitions.

En attendant, vive la fête et vive la fraternité !

Sous le signe de l'Internationale

Allocution d'Arlette Laguiller du lundi 20 mai

Je voudrais saluer plus particulièrement aujourd'hui les camarades des groupes venus d'autres pays et sans la présence desquels notre fête ne serait pas ce qu'elle est.

En effet notre fête est, depuis toujours, placée sous le signe de l'internationalisme. D'abord en raison de nos convictions fondamentales. Nous sommes communistes révolutionnaires, c'est-à-dire nous sommes internationalistes. Nous pensons que le prolétariat ne parviendra à s'émanciper complètement et définitivement, qu'il ne parviendra à créer une société sans exploitation et sans oppression, qu'à l'échelle internationale.

Les frontières qui cloisonnent les peuples sont la marque de leur asservissement

Nous pensons aussi que les frontières qui cloisonnent les peuples sont la marque de leur asservissement. Le nationalisme qui, historiquement, a uni des peuples et parfois les unit encore, constitue aujourd'hui, à l'échelle de la planète, un obstacle sur la voie de leur émancipation véritable.

La loi du capital, elle, est internationale, et on le voit bien aujourd'hui, où la crise de l'économie capitaliste frappe la société humaine d'un bout à l'autre de la planète. La spéculation ne connaît pas de frontières ou, plus exactement, elle joue dessus. L'argent qui sert aujourd'hui à spéculer à New York ou à Paris peut aussi bien provenir de l'exploitation des travailleurs de France ou des Etats-Unis que des travailleurs d'Amérique du Sud, de Haïti ou des Philippines. Et quelques points de plus ou de moins dans la valeur du dollar peuvent changer les conditions d'existence de millions d'êtres humains, d'un bout à l'autre de la planète.

Et on a bien vu aussi, avec le bombardement américain sur la Libye, que si les capitaux ne connaissent pas les frontières, les bombardiers des puissances impérialistes qui les protègent ne les connaissent pas non plus.

La division du monde entre les pays riches et les pays pauvres

Oui, la domination du grand capital est mondiale. Plus aucun pays, plus aucune région de la planète ne lui échappe. Et c'est cette domination du grand capital, basée sur la division fondamentale de la société en bourgeois exploiteurs et prolétaires exploités, qui engendre aussi cette autre forme de division dont sont en train de crever les deux tiers de la planète : la division entre les pays riches et les pays pauvres. C'est à l'échelle de la planète que le capital engendre l'accumulation des richesses d'un côté, au profit d'une minorité de privilégiés, et l'accumulation de la misère et la famine pour l'écrasante majorité de la société humaine.

Et c'est cette division que protègent les avions et bombardiers américains, bien sûr, mais aussi à l'occasion les avions de l'impérialisme français ou anglais.

Alors, dans ce système basé sur les divisions de classes, inscrit dans les divisions économiques, protégé par les divisions blindées, il n'y a pas d'échappatoire, il n'y a pas de voie de salut pour aucun peuple, pour aucune catégorie d'exploités, hors du renversement de la domination du capital à l'échelle du monde, c'est-à-dire hors de la révolution prolétarienne communiste internationale.

Nous, le prolétariat des pays impérialistes, nous avons une responsabilité particulière dans cette lutte.

Le prolétariat des pays riches n'a pas de destin particulier, mais il a une responsabilité particulière

La France a beau être une puissance impérialiste de seconde zone, elle est une de celles, avec une petite dizaine d'autres sur les quelque 150 pays de ce monde, où la grande bourgeoisie a accumulé, amassé l'essentiel des richesses qu'elle a acquises, en exploitant sa propre classe ouvrière, oui, mais aussi les travailleurs, les pauvres, les paysans du monde entier.

Alors, pour assurer un sanctuaire à ses coffres-forts, elle a fait à "sa" classe ouvrière quelques concessions : elle lui a assuré des conditions d'existence un peu plus vivables qu'aux prolétaires des pays pauvres. Elle lui a accordé aussi quelques droits démocratiques, qu'elle refuse à la majorité des peuples de la planète.

Mais il n'est pas dit que la crise n'amène la bourgeoisie des pays riches à revenir en arrière, même pour son propre prolétariat. Et il n'est pas dit surtout que le prolétariat des pays riches n'ait pas à payer cher le privilège d'être justement le prolétariat des pays riches, si la crise s'aggrave et si la guerre économique, aujourd'hui larvée, devient féroce et si elle se transforme en guerre tout court. Car, lors des deux guerres mondiales précédentes, dans lesquelles le capitalisme a entraîné l'humanité, les prolétaires des pays impérialistes ont dans l'ensemble payé un lourd tribut au maintien de la domination planétaire du capital.

Le prolétariat des pays riches n'a pas de destin particulier. Mais en revanche il a une responsabilité particulière : c'est dans les pays riches que se trouve le cœur du capitalisme, c'est là seulement où on peut le tuer. C'est dans les pays riches qu'il a accumulé ses richesses ; c'est là, là seulement que l'on pourra les récupérer, pour les partager entre tous les peuples de la terre.

Le prolétariat d'un pays riche comme la France est composé tout autant de prolétaires venus de pays pauvres que de prolétaires nés dans l'hexagone.

Une partie importante du prolétariat est composée de travailleurs immigrés ; importante pas seulement par son nombre, mais aussi parce que les travailleurs immigrés sont concentrés dans les entreprises les plus grandes, sur les chaînes, dans les mines, dans le bâtiment, là où se trouve le noyau du prolétariat, là précisément où la force de la classe ouvrière est décisive.

La classe ouvrière constitue un seul peuple, le peuple du travail

Alors, oui, quelles que soient l'origine, la nationalité juridique, la race ou la couleur de ses composantes, la classe ouvrière constitue un seul peuple, le peuple du travail, le peuple des prolétaires, dont le destin est unique, et c'est ensemble qu'il se libèrera.

C'est pourquoi nous, les communistes révolutionnaires, nous pensons qu'il est indispensable qu'existe dans un pays comme la France un véritable parti communiste révolutionnaire, présent dans la classe ouvrière, capable de conduire ses combats. Nous pensons aussi qu'il est nécessaire qu'il existe une Internationale révolutionnaire, c'est-à-dire un parti mondial des prolétaires révolutionnaires qui se fixe pour objectif la révolution internationale.

Là, nous aussi, travailleurs ou militants révolutionnaires des pays riches, nous avons une responsabilité particulière. Le système impérialiste, qui a concentré les entreprises ici et la misère dans les pays pauvres, a drainé vers la France, vers les Etats-Unis, vers l'Angleterre, des millions de prolétaires venus du monde entier.

Vive le communisme mondial !

Eh bien, gagnons-les aux idées du communisme révolutionnaire, de façon à ce qu'ils deviennent les combattants de la révolution prolétarienne, ici en France, tant qu'ils vivent et sont exploités en France, et demain au Maroc, en Tunisie, en Algérie, en Turquie, en Afrique noire ou ailleurs, lorsqu'ils rentreront chez eux.

Nous disons : à bas l'impérialisme mondial ! Mais nous disons aussi : vive le communisme mondial !

Il n'existe pas aujourd'hui une Internationale des ouvriers révolutionnaires, pas plus qu'il n'existe de parti ouvrier révolutionnaire véritable. Il reste encore entièrement à créer et il n'existera véritablement que lorsqu'il sera véritablement présent dans le prolétariat d'un certain nombre de pays.

Alors, tous ceux qui se revendiquent aujourd'hui, de par le monde, des idées communistes révolutionnaires, ne sont certainement pas trop, même tous ensemble, pour en jeter les premières pierres.

Oui, il faut un parti mondial de la révolution communiste, c'est-à-dire de la révolution prolétarienne.

ENTRÉE DU PRIVÉ DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

La facture sera salée pour les usagers

Tandis que le devant de la scène est occupé par la décision de privatiser TF1, plus discrètement, Gérard Longuet, le secrétaire d'Etat aux Postes et Télécommunications, prépare l'entrée des capitaux privés dans le secteur des télécommunications, et plus précisément dans les réseaux télématiques et téléinformatiques, gérés aujourd'hui par des filiales des Télécommunications vers lesquelles lorgnent des groupes privés : IBM-Sema-Matra-Paribas d'un côté, Olivetti (avec derrière le géant américain ATT) et Suez de l'autre côté.

Le souffle du "libéralisme" dont se prévaut le gouvernement va-t-il jeter dans les bras du privé l'ensemble des Télécommunications, monopole de l'Etat depuis la fin du siècle dernier ?

On est loin d'en être là. Mais c'est la notion de service public dans ce domaine, ainsi que les quelques garanties que possèdent les employés des Télécoms, qui risquent d'être remises en cause.

Pour que le secteur privé se porte acquéreur de l'ensemble des Télécoms, encore faudrait-il qu'il y ait des groupes financiers ayant une taille suffisante pour le faire, et ayant intérêt à le faire.

Jusqu'à présent, c'est l'Etat qui a pris en charge les très gros investissements nécessaires pour faire fonctionner le réseau — nouveaux centraux téléphoniques, entretien —, assurant un marché protégé aux industriels français très concentrés du secteur : avant 1981, Thomson et CGE, aujourd'hui... seulement CGE-Alcatel. L'Etat français a payé les études, les PTT ont servi à la mise au point de tous les matériels que, du coup, les trusts du téléphone peuvent vendre à relativement bas prix à l'exportation.

Cela, il est bien peu probable que le gouvernement Chirac, malgré son prétendu libéralisme, y touche : les groupes financiers privés sont à la recherche de moyens de faire de l'argent facilement et avec peu de mises de fonds.

C'est justement ce terrain-là que les pouvoirs publics ont balisé depuis des années, en confiant à des filiales des Télécoms les nouveaux secteurs les plus rentables que sont les réseaux télématiques et téléinformatiques.

Dans les chemins de fer, ce genre de procédé est déjà appliqué : la SNCF assurant l'entretien des voies, de tout le matériel de traction, c'est une compagnie privée qui se charge de gérer les wagons-lits et les wagons-restaurants. Et ce n'est qu'un exemple.

Pas question donc de privatiser l'ensemble des Télécoms. Par contre, les décisions annoncées par le gouvernement risquent bien de remettre en cause la notion de service public.

Le rôle d'un service public n'est pas de faire du profit, mais d'assurer le fonctionnement de ce qui est nécessaire à la société. Cela ne veut pas dire que l'équilibre des comptes n'est pas souhaitable, mais ce n'est pas cela que les capitalistes appellent "rentabilité". Pour les capitalistes, une entreprise qui rapporte 5 % de bénéfices n'est pas "rentable" si, dans d'autres secteurs, il est possible de faire 20 ou 30 % de profits.

Mais un service public, pour remplir sa fonction, ne peut pas obéir à ces critères de rentabilité, c'est-à-dire du profit maximum. Et s'il le fait, il cesse précisément d'être un service public, c'est-à-dire offrant un service égal à tout le monde, quelle que soit la situation particulière de chacun, la solvabilité de chacun.

Dans les Télécoms par exemple, le bénéfice global cache des disparités : le prix de la communication téléphonique est le même pour un abonné isolé à la campagne ou pour un citadin, alors que le coût est bien plus élevé pour le premier que pour le second. Et, plus généralement, le coût le plus faible est celui des entreprises — les plus gros utilisateurs et les plus concentrés — et c'est donc ce que celles-ci payent qui permet de proposer aux particuliers des services à des prix abordables. Ce qui est simplement normal.

En privant les Télécoms des nouveaux secteurs que sont les réseaux télématiques et téléinformatiques, qui s'adressent justement avant tout aux entreprises, le gouvernement supprime le plus gros des rentrées, et les Télécommunications seront dans l'obligation de pratiquer des tarifs aux particuliers bien plus élevés. Ce n'est pas pour rien que, en même temps qu'il annonçait la privatisation des filiales des Télécoms, Gérard Longuet parlait de "vérité des prix"...

On est donc bien loin du credo libéral derrière lequel s'abrite le gouvernement, en prétendant que l'introduction de la "concurrence" fera baisser les prix. En ce domaine, comme dans bien d'autres, les Etats-Unis ont récemment donné l'exemple : jusqu'à il y a quelques années, le réseau téléphonique était privé, mais très concentré. Et une compagnie comme ATT-Bell avait toutes les caractéristiques d'un service public. Sous prétexte de lutter contre les "monopoles" et d'introduire la "concurrence", le démantèlement de Bell s'est traduit non pas par un abaissement des tarifs grand public, mais au contraire par une augmentation importante. Seuls les tarifs longue distance, avant tout utilisés par les entreprises, ont baissé.

C'est donc un double cadeau aux capitalistes que se prépare à faire le gouvernement : cadeau aux entreprises privées qui seront chargées de la gestion des secteurs les plus rentables des Télécoms ; cadeau à l'ensemble des capitalistes, puisque les tarifs "entreprises" pourront baisser, leur coût étant le plus bas. Cadeaux qui seront payés par les particuliers, l'ensemble de la population.

Enfin, dernier aspect des mesures envisagées, sous prétexte des "vertus" de la gestion privée, le gouvernement a envisagé de modifier le statut du personnel des Télécoms, voisin de celui de la fonction publique, en faisant des Télécoms une entreprise comme une autre, baratin qui cache mal la volonté de pouvoir licencier du personnel. Mais le gouvernement a préféré ne pas prendre le risque d'affronter des mouvements de grève dans le secteur et a, pour l'instant du moins, reculé.

Jean-Jacques FRANQUIER

Central téléphonique de Bagnolet.

COMMUNIQUÉ

Radio Mouvance interdite ! Pourquoi ?

Voici de larges extraits du communiqué que nous ont envoyé les animateurs de Radio Mouvance :

"Le 24 avril 1986, pour la 6e fois, Radio Mouvance est saisie.

Toute la junte policière est là : CRS, DST, RG... Pourtant, ce n'est pas seulement une saisie de plus dans l'histoire de notre radio. Cette fois, la répression s'abat sous couvert de lutte contre le terrorisme : NOUS SOMMES CRIMINALISÉS.

Il suffit de se reporter aux articles de la presse servile pour juger l'ampleur de l'attaque contre Radio Mouvance. Partout les déclarations de Robert Pandraud, ministre délégué à la Sécurité, servent de base et d'appel à la répression contre nous : *"Les terroristes ne sont pas seulement ceux qui passent à l'acte..."; "S'attaquer aux réseaux de soutien..."; "Empêcher d'agir les porteurs de valises !"* (allusion aux réseaux de soutien français au FLN algérien).

Suivent des articles délirants, tel celui publié par le *Quotidien de Paris* du 28 avril 1986, qui donne dans le style "courrier des lecteurs" : *"Je vous en supplie, il faut faire quelque chose... Les animateurs semblent intelligents, résolus, formés à la dialectique marxiste, et donc fort dangereux."*

Mais qui sont donc ces dangereux "porteurs de valises" qu'il faut bâillonner ? (...)

Depuis 1983, Radio Mouvance a toujours mené le combat contre l'impérialisme, le fascisme, le racisme, avec pour seules armes le micro et le téléphone ouvert 24 heures sur 24 aux auditeurs, sans censure ni contrôle préalable du discours.

Radio Mouvance n'a jamais hésité à dénoncer les véritables terroristes, qui à la tête de grands Etats impérialistes vivent de l'armement, soutiennent les pires dictatures, font sauter le *Rainbow Warrior* des pacifistes de Greenpeace en causant mort d'homme, et combien d'autres restés dans l'ombre ?

C'est parce que, de jour en jour, le cercle des auditeurs s'élargissait, parce que, de jour en jour, notre conscience et notre connaissance des réalités de l'exploitation et de la domination grandissaient, que la bourgeoisie a décidé de nous faire taire.

Il n'est pas supportable pour elle que grandisse un courant d'opinion qui va à l'encontre de ses intérêts. C'est pour tenter de nous couper de nos auditeurs, pour tenter de couper l'herbe sous le pied de ce mouvement d'espoir et de lutte, qu'elle a frappé.

Nous affirmons que Radio Mouvance doit réémettre. C'est une nécessité pour tous ceux qui refusent de cautionner la politique raciste, colonialiste de la France, pour tous ceux qui de tout temps se sont dressés contre la politique d'exploitation, de chômage et de guerre.

NOUS VOUS APPELONS NON SEULEMENT AU SOUTIEN, MAIS AUSSI A NOUS REJOINDRE POUR CE COMBAT !".

RADIO MOUVANCE
5, rue Caplat
75018 PARIS.
Téléphone : 42.55.75.79
42.55.45.10
Permanences : tous les jours de 18 heures à 22 heures.

CITROËN demande 15 milliards de centimes à la CGT pour la grève contre les licenciements à Aulnay

Ce sont rien de moins que sept milliards de centimes que la direction de Citroën demande à la CGT pour dommages et intérêts à cause de la grève de mai 1984 contre les licenciements à Citroën Aulnay. Le procès commençait mardi dernier 20 mai au tribunal de Bobigny où étaient convoqués deux dirigeants de la CGT (Saingeon, secrétaire de la fédération de la métallurgie, et Viannet du bureau confédéral), ainsi que des responsables CGT d'Aulnay, dont Akka Ghazzi, qui était responsable CGT à l'usine Citroën d'Aulnay au moment de cette grève.

Déjà fin 1985 la CGT avait été condamnée à verser cinq millions de francs (un demi-milliard de centimes) à Citroën pour les "dommages" causés par les mouvements de l'année 1983 à l'usine d'Aulnay. Et si l'on additionne toutes les peines auxquelles les tribunaux ont déjà condamné la CGT à la demande de Citroën en compensation de mouvements dans les divers établissements, ce serait déjà quinze milliards de centimes que la CGT devrait aux patrons du groupe Peugeot-Citroën.

Les tribunaux ont donc dans les procès précédents déjà pris le parti de la direction de Citroën. On se demande après cela ce qui reste du droit de grève.

Et puis dans cette volonté de se faire "rembourser des frais de la grève", il n'y a pas évidemment que des considérations financières de la part de la direction de Citroën. Il y a aussi de toute évidence une motivation politique : chercher à affaiblir la CGT en la touchant durement au portefeuille.

Mais la CGT risque de payer aujourd'hui pas seulement pour la grève à Citroën de mai 1984, pas seulement pour se donner en ce moment un visage combatif. Elle paye aussi pour avoir trahi la grève des OS de Talbot en décembre 1983. Elle paye pour s'être en partie déconsidérée en ayant soutenu pendant trois ans la politique d'austérité du gouvernement de gauche. Car au moment où la CGT était en meilleure position de force qu'aujourd'hui, où les OS de Flins, puis ceux de Talbot, puis ceux de Citroën étaient en colère, la CGT, elle, pour ne pas gêner les camarades ministres communistes du gouvernement Mauroy, n'a pas voulu s'appuyer sur la colère des OS de l'automobile pour les entraîner tous ensemble, et entraîner d'autres travailleurs dans la lutte contre la politique d'austérité et contre les licenciements. Alors aujourd'hui que les travailleurs ont été en partie démoralisés par cette politique, aujourd'hui qu'ils sont moins prêts à lutter, aujourd'hui que les militants syndicaux sont plus isolés, les patrons en profitent. Ils savent qu'en attaquant les appareils syndicaux et en premier lieu la CGT, ils ont peu de chance d'avoir à affronter la colère des travailleurs. Et contre cette attaque du patronat de Citroën, la CGT en est pratiquement réduite à faire plaider ses avocats, à tâcher de finasser contre les juges. Elle a malheureusement peu de chance de pouvoir mobiliser les travailleurs contre cette attaque au droit de grève. Car la loi et les juges ne sont jamais du côté des travailleurs et de leurs organisations. Même les lois en faveur des travailleurs, les droits acquis, les droits syndicaux, le droit de grève, dès qu'elle se sent assez forte pour le faire, la bourgeoisie s'assoit dessus, on le voit encore sur cet exemple. Car les lois, il y a toujours des juges pour les interpréter. S'il le faut il y a même un gouvernement pour les refaire au gré des besoins des patrons. Les droits des travailleurs ne sont jamais que ceux qu'ils imposent par leur lutte.

Olivier BELIN

L'aveu

Calvet a intenté un procès aux militants de la CGT de Citroën. Il veut leur faire payer 15 milliards de centimes pour la perte de production de 5 jours de grève en mai 1984 (...)

On va voir maintenant si la justice qui est impartiale, comme tout le monde sait, confirmera que notre travail rapporte bien 15 milliards par semaine à notre patron comme Calvet l'affirme.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière - *Citroën Aulnay*

Selon que vous serez puissants ou misérables...

La justice vient de condamner en appel un ouvrier de l'usine à payer dans les 24 heures plus de 80 000 F (plus de 8 millions de centimes) pour le débrayage du 2 février 1983. Quarante fois plus que ce que le 1er jugement avait ordonné.

La plus grosse part de cet argent est destinée au patron, les prétendus blessés du 2 février ne sont qu'un prétexte.

Ce n'est pas avec la paie qu'on touche à l'usine qu'un OS peut disposer du jour au lendemain de 8 millions. Ce jugement est une façon de couvrir à vie un ouvrier avec des dettes.

Seules les mauvaises langues diront que les juges n'ont pas les mêmes lunettes pour les riches que pour les pauvres.

Au moment du 2 février, le gouvernement avait traité les ouvriers de "terroristes", quel nom méritent les juges aujourd'hui ?

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière - *Citroën Aulnay*

CFDT

Maire reproche au gouvernement de ne pas vouloir cohabiter avec lui

On aurait pu se demander si à la suite du retour de la droite au gouvernement la direction de la CFDT, qui s'était toujours refusé du temps des gouvernements Mauroy et Fabius à adopter un ton revendicatif, n'allait pas reprendre un peu d'indépendance par rapport au gouvernement et au patronat. Visiblement, à lire l'interview de Maire parue dans le journal *Le Monde* du 22 mai, il n'en n'est rien.

Après avoir regretté, dans son habituel jargon larmoyant, que le gouvernement ait refusé de négocier avec les directions syndicales sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, Maire déplore et condamne par avance *"la pure contestation ou l'action spectaculaire ou brutale de groupes minoritaires"* (la CGT ?) qui pourraient résulter de cette absence de concertation avec les états-majors syndicaux.

Maire reproche même aux "sociaux-démocrates" du Parti Socialiste, aujourd'hui dans l'opposition, d'être trop virulents : *"Ils rêvent toujours de se servir des syndicats comme moyens de pression populaire"*.

Car le syndicalisme réformiste tel que le voit Maire ne veut plus rien avoir à faire avec la "pression populaire". Il est pour une cohabitation avec le gouvernement qu'il soit de gauche ou de droite. Il regrette de ne pas avoir aujourd'hui en face de lui au gouvernement et à la tête du patronat des interlocuteurs fiables et en place pour longtemps, ayant les mains libres pour discuter avec lui. Car il veut pouvoir s'installer dans la cohabitation avec eux : *"Nous sommes pour des politiques longues, structurelles qui ne relèvent pas de coups spectaculaires mais d'un effort patient et durable de modification et de modernisation des rapports sociaux"*.

Visiblement, en tout cas, en cette période de crise, plus dure aux travailleurs, cette politique de la carpette ne réussit pas à la CFDT qui ne cesse de perdre des voix aux élections professionnelles.

P.V.

DANS LES ENTREPRISES

NETTOYEURS DU MÉTRO

Ils ont gagné

Les nettoyeurs du métro ont repris le travail après 11 jours de grève : 8 jours leur seront payés et le chef raciste est muté.

Ils ont montré que lorsqu'on est déterminé, on peut faire reculer les patrons. La direction de la COMATEC a été obligée de céder.

Les difficultés que connaissent ces travailleurs (bas salaires, conditions de travail, pressions des chefs) ne sont pas résolues pour autant, mais une chose est sûre : le succès de cette grève n'a pu que leur redonner confiance en eux-mêmes.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière - *RAPT - Championnet*

RENAULT (CLÉON)

Licenciements inavouables mais bien réels CFR = ANPE

A Cléon, la direction a laissé entendre qu'elle pourrait, en juin prochain, avoir recours à 200 "congés-reconversion"..., ce qui revient au bout du compte à des licenciements. A Cléon, un appel à un débrayage a été lancé pour le mercredi 21 mai.

Jusqu'à présent, la direction de Renault Cléon, comme d'ailleurs la direction générale n'avait pas osé renvoyer ouvertement un grand nombre de travailleurs comme l'avaient fait les patrons de Talbot et Citroën. Elle craignait sans doute les réactions. Mais elle n'a pas cessé de mener la guerre contre les travailleurs. Seulement, au lieu de la mener de front, elle l'a faite sournoisement, hypocritement, en essayant de s'en prendre aux travailleurs individuellement : elle a licencié des travailleurs malades par exemple ; ou bien ces dernières semaines, la direction de Cléon convoque les ouvriers un par un, en faisant pression au maximum pour les pousser à partir.

Maintenant, elle semble encore monter d'un cran !...

Alors si les patrons mènent la guerre de classe, à nous travailleurs, d'en faire autant !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *CKD Renault (Sotteville-Les-Rouen, Grand-Couronne)*

SNCF À L'ŒUVRE POUR LES RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS

Quand on nous attaque, on doit réagir

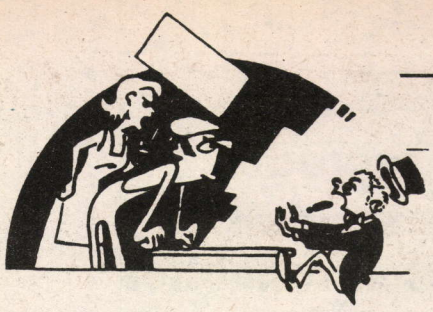
Le 11 avril dernier, la Direction Commerciale Voyageurs a annoncé des mesures concernant l'accompagnement des trains.

Désormais, la plupart du temps, les trains voyageurs ne seront accompagnés que par un seul contrôleur, renforcé seulement à certaines dates et sur une partie du parcours par une équipe d'assistance, composée de deux ou trois cheminots qui ne seront pas systématiquement remplacés en cas d'absence.

La SNCF cherche à imposer à chacun d'entre nous, une charge de travail accrue de façon à supprimer un nombre de contrôleurs de l'ordre de 300.

Les contrôleurs sont appelés à faire grève le 30 mai. C'est l'intérêt des contrôleurs de répondre massivement à cet appel. La seule chose qui puisse faire reculer la SNCF, c'est qu'elle ait peur de notre réaction comme elle a eu peur de la grève des conducteurs.

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière - *SNCF Gare de Lyon (Paris)*



BOURGOGNE ELECTRONIQUE (DIJON)

Les profits de Thomson se font une santé sur celle des travailleurs

Bourgogne Electronique, c'est le grand trust Thomson, le plus riche, le plus subventionné, et qui se veut un des plus modernes dans le domaine de l'électronique et des produits de pointe.

Mais l'opulence du trust et la réputation de combativité des ouvrières de cette usine n'empêchent pas la direction locale d'utiliser tous les moyens possibles pour remettre en cause tous les acquis.

Ici, pour les ouvrières, les conditions de travail sont tout, sauf modernes. Quant aux salaires, ils sont à la traîne du département. Même dans les petites entreprises de la région, les travailleurs sont mieux payés qu'à Bourgogne Electronique, où de nombreuses ouvrières sont encore au SMIC.

Les licenciements

2500 personnes y travaillaient en 1974. Après de nombreux départs, licenciements, contrats de solidarité, incitations au départ avec primes, il en reste 860 en 1986 !

En 1985, une convention de Fonds National pour l'Emploi (FNE) a permis au patron de se débarrasser de nouveau de 67 travailleurs, licenciés entre 55 et 56 ans 2 mois et avec 65 % de leur salaire comme revenu.

C'est une usine qui emploie surtout des OS femmes, mais qui depuis deux ans a embauché de jeunes ouvriers pour les faire travailler de nuit.

Les conditions de travail

Il y a plusieurs secteurs dans l'usine :

• *LA "CÉRAMIQUE",* où l'on fabrique les pâtes, base de certains condensateurs. On y respire de la poussière de céramique. C'est bruyant. Il y a de l'humidité et des températures excessives l'été, à cause des fours.

• *LE "PLR",* où l'on fabrique des condensateurs qui pèsent 50 kg ou plus. Jusqu'à ces derniers temps, certains condensateurs étaient faits au "pyralène", produit particulièrement dangereux puisqu'il s'apparente à la dioxine. Ce travail nécessite un personnel masculin. Le port de charges occasionne de nombreux accidents aux mains, au dos...

Il y a les ex-secteurs "d'avenir", qui emploient de moins en moins de monde et dans lesquels les ouvrières voient venir avec angoisse une mutation :

• *AUX MULTICOUCHES,* "le secteur d'avenir". On y travaille en 2 × 8 pour les ouvrières et de nuit pour une équipe hommes.

De nombreux postes y sont automatisés :
- Les ateliers climatisés : on y fabrique des "chips", éléments très petits.
- Les machines fonctionnent par programmation.
- Le travail se fait aussi sur écran de visualisation.

Ce procédé de fabrication "multicouches" se fait sur "Wett process". C'est un empilement de feuilles de céramique de quelques microns que les ouvrières se renvoient à chaque opération. Ce procédé paraît révolutionnaire aux patrons parce qu'il permet de multiplier la production par 100, voire plus. Mais ce n'est pas le modernisme pour les ouvrières qui, pour contrôler le déroulement des opérations, font des petites marques au crayon sur un papier !

Les salaires

Les salaires sont bas. La direction s'est servie de la crise pour faire passer l'idée que les augmentations générales de salaires sont impossibles. Le personnel ouvrier a eu 2,25 % d'augmentation en 1985. Parallèllement, la direction explique que les augmentations individuelles sont plus justes, plus logiques, car elles récompensent les plus méritants.

La vie d'une travailleuse de Bourgogne Électronique

- Des pressions sont faites actuellement pour que, entre autres — et ce jusqu'à 40 ans et plus — les ouvrières aillent en formation pour passer des CAP. Car l'"avenir", du point de vue du patron, ne peut être possible qu'avec des travailleurs compétents. Mais, comme disait une camarade : *"Après 20 ans de bons et loyaux services, on n'est pas compétentes !"* Tout cela n'est que prétexte, bien sûr.
- Il y a de nombreuses mutations, le passage en 2 × 8, obligatoire pour certaines et une menace constante pour les autres.
- C'est le chômage à certaines époques et les heures supplémentaires à d'autres.
- C'est l'augmentation des rendements, du fait de la modernisation.
- Et c'est aussi et surtout devenir "flexible".

A ce sujet, la direction a essayé de faire des réunions sur la flexibilité, en désignant au hasard quelques ouvrières pour cautionner ses réunions. Mais cela n'a pas réussi. Par contre la direction a réuni les syndicats CGT, CFDT et FO. Et dernièrement elle a obtenu la caution de la CFDT, malgré le désaccord des travailleurs.

Bourgogne Électronique c'est aussi "Bourgogne Chimique"

• *LE TRICHLORE* est largement utilisé.

A l'atelier de Coulage, où travaillent 10 personnes, la consommation mensuelle est de 6000 litres.

Environ 2000 litres pour la préparation des pâtes et 4000 litres utilisés au lavage de la "vaisselle" (récipients de préparation).

Une grande partie se dégage dans l'atelier sous forme de vapeurs, une seconde partie est évacuée dans l'atmosphère par aspiration ; et une troisième partie est récupérée dans des cuves de décantation.

Sur les 6000 litres utilisés, 500 litres semblent se perdre. Or le trichlore attaque les poumons, provoque des lésions au cerveau et au foie.

On ne peut pas travailler des années dans cet atelier sans avoir de graves séquelles. Et c'est en permanence que le personnel est en contact avec ce produit.

- Les opérateurs travaillent penchés au-dessus des bacs de trichlore, et le séchage se fait à l'air libre.
- La table de travail n'a pas de rebord, le trichore coule sur le sol et sur les pieds. Pourtant il existe des machines à laver automatiques. Et en plus, la réserve de perchlo servant au nettoyage n'est pas étanche et goutte sur le sol. Pour remettre à niveau les bacs, cela se fait à l'aide d'un seau sans couvercle.

- Le remplissage des broyeurs en trichlore se fait à l'aide d'un tuyau libre : ce qui reste dans le tuyau coule sur le sol.
- le lavage des broyeurs s'effectue à l'aide de 60 litres de trichlore, et ce en trois fois.

Le personnel de cet atelier est victime d'un phénomène d'accoutumance. Il reconnaît ne plus être indisposé par les vapeurs de solvants, fait reconnu par le médecin du travail. Un matin, les aspirations n'étaient pas en fonctionnement : le personnel ne s'est aperçu de rien. C'est le responsable de l'atelier qui les a mises en service après avoir fait sortir tout le monde.

• *LE PYRALENE,* petit cousin de la dioxine, a pendant des années intoxiqué les travailleurs du PLR.

La direction, devant le danger, s'est décidée à le remplacer par un produit légèrement moins toxique.

• *ÉRUPTIONS DE BOUTONS :* aux Multicouches, nous sommes victimes d'éruptions de boutons. Sous la pression des ouvrières qui ont fait descendre le chef du personnel dans l'atelier, des recherches sérieuses ont été faites par le CEA de Pierrelatte, des travaux effectués. Les ouvrières concernées ont été prises en charge en maladie professionnelle. Et ils ont fini par trouver la cause (un produit composant la céramique).

La direction diminuera la dose du produit incriminé, mais n'a pas l'intention de le supprimer dans la composition de la céramique !

C'est ainsi que les profits de Thomson se font une santé, pendant que nous, travailleurs, nous esquintons la nôtre à la Bourgogne Electronique. Mais ici, comme ailleurs, il y a fort heureusement des travailleurs qui s'organisent et qui ne rateront pas l'occasion de le faire payer à leurs exploiteurs.

Correspondant L.O.

Lires

"L'amour à l'arsenic"

de Laure Adler

En 1840, ne pas être mariée à 24 ans était considéré comme un drame et une honte. Et c'est comme cela que Marie Cappelle, originaire d'un milieu aisé, belle et cultivée, d'esprit indépendant, se retrouva littéralement vendue en deux jours à un petit industriel du Limousin, laid et inculte. Le mariage la fit choir de ses rêves bleus dans une triste réalité : un fiasco.

Cinq mois plus tard le mari, Charles Lafarge, mourut après une atroce agonie. On retrouva de l'arsenic partout autour de lui. L'autopsie confirma la présence du poison dans différentes parties de son corps. Marie Lafarge, son épouse, fut alors accusée d'empoisonnement.

L'opinion se passionna pour l'affaire et se divisa entre ceux qui affirmaient son innocence et ceux qui la croyaient coupable.

Une bonne partie du livre est consacrée au procès. C'est là son intérêt. On voit le rôle important de la presse dans l'évolution de l'opinion publique. C'est le tout début des expertises destinées à établir si un individu a été empoisonné ou pas : le monde scientifique se divisa également, car les chimistes ne furent jamais d'accord sur les méthodes employées et les résultats obtenus.

Marie Lafarge, qui jusqu'à sa mort protesta de son innocence, fut condamnée aux travaux forcés à perpétuité.

Avait-elle réellement empoisonné son mari ? On n'en sait rien et le livre ne prétend pas trancher la question. Mais, à la limite, cela n'avait pas une importance décisive : les jurés d'assises, tout pénétrés de morale bourgeoise quant aux vertus du mariage, l'avaient condamnée d'avance.

Dans un style rapide, Laure Adler évoque de façon vivante l'époque à laquelle se déroula ce procès et l'atmosphère qui présida aux débats. Le tout fait un livre intéressant à partir de cette vie étrange de Marie Cappelle-Lafarge qui devait inspirer à Gustave Flaubert son roman *Madame Bovary*.

R.P.

L'amour à l'arsenic *de Laure Adler, Ed. Denoël, 88 F.*

Sélection ciné

Dans les salles parisiennes

PIRATES
de Roman Polanski

A la fin du 17e siècle, les aventures teintées d'humour noir d'un pirate haut en couleur et de son mousse. Du grand spectacle !

Gaumont les Halles 1er (VO), Rex 2e, Bretagne 6e (VO), Hautefeuille 6e (VO), St-Germain-des-Prés 6e (VO), Pagode 7e (VO), Gaumont Ambassade 8e (VO), George V 8e (VO), Français 9e, Nation 12e, UGC Gare de Lyon 12e, Escurial 13e (VO), Fauvette 13e, Gaumont Sud 14e, Montparnasse Pathé 14e, Convention St-Charles 15e (VO), Gaumont Convention 15e, Victor-Hugo 16e, Maillot 17e (VO), Clichy Pathé 18e.

L'HISTOIRE OFFICIELLE
de Luis Puenzo

Un film émouvant qui lève le voile sur quelques aspects de la dictature des militaires en Argentine.

Latina 4e (VO), 14 Juillet Parnasse 6e (VO).

MACARONI
d'Ettore Scola

Du businessman américain arrivé ou de l'obscur employé italien pourvu d'une famille nombreuse mais solidaire, le plus raté n'est pas celui qu'on pense. Avec Jack Lemmon et Marcello Mastroianni.

Trois Luxembourg 6e (VO).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE
de Medhi Charef

Deux jeunes "durs" dans une banlieue de Paris, l'un français, l'autre immigré, encore plus tendres que le monde qui les entoure.

Ciné Beaubourg 3e.

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN
de Coline Serreau

Trois machos transformés en mères-poules.

Capri 2e, George V 8e, Français 9e, Montparnos 14e.

BRAZIL
de Terry Gilliam

Un obscur employé ministériel plongé dans l'enfer de la machine bureaucratique. Sur le thème de *1984*, un film délirant et percutant.

Publicis Matignon 8e (VO).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de La Harpe 5e (VO).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI
de Woody Allen

Comédie acide et pétillante sur le thème : oh ! comme il est difficile d'être gangster...

Forum Orient Express 1er (VO). Reflet Logos 5e (VO).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE
de Hector Babenco

Film brésilien. La rencontre entre un militant politique et un homosexuel dans une prison de la dictature.

Studio Cujas 5e (VO).

Sélection télé

Samedi 24 mai

20 h 35. TF1 — Série noire : **Grandeur et décadence d'un petit commerce de cinéma.** Téléfilm d'après un roman de J.H. Chase, de Jean-Luc Godard, avec J.-P. Léaud et J.-P. Mocky.

22 h 10. TF1 — Droit de Réponse de Michel Polak traite de l'Islam sous le titre **Inch Allah !** avec la participation de diverses personnalités spécialistes de la culture musulmane, écrivains, journalistes, autorités religieuses.

22 h 45. FR3 — Les enfants du Rock proposent entre autres une séquence consacrée à **Peter Gabriel** qui lança le groupe Genesis.

Dimanche 25 mai

17 h 00. A2 — Feuilleton télévisé d'après un roman de Pirandello, réalisé par Mario Monicelli et interprété par Marcello Mastroianni : **La double vie de Mathias Pascal.** Premier épisode. Chronique douce-amère d'un village italien.

20 h 35. TF1 — Film d'espionnage : **Une femme disparaît** d'Alfred Hitchcock. L'un des premiers films du metteur en scène où suspense et humour font la loi.

20 h 35. TF1 — Histoire d'un jour, l'émission de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson, retrace celle du **"16 juillet 1942, la rafle du Vel'd'Hiv'".** Comment en France pendant l'Occupation, 6.000 policiers, gendarmes et membres du PPF de Doriot procédèrent à une rafle monstrueuse dans les milieux juifs, rafle ordonnée par les autorités allemandes secondées par le gouvernement de Vichy qui devait se traduire par la déportation vers les camps de la mort de quelque 13.000 Juifs.

22 h 35. FR3 — Cinéma de Minuit : Cycle films noirs : Un frisson dans la nuit de Clint Eatswood. Un programmateur de radio rencontre, pour son malheur, une auditrice fidèle...

Lundi 26 mai

20 h 35. FR3 — Le cinéma français et ses stars présente **On a volé la cuisse de Jupiter**, de Philippe de Broca, avec Philippe Noiret et Annie Girardot. Une comédie policière.

22 h 45. FR3 — Tous en scène. Magazine de théâtre de Pierre Laville. Sont invités parmi d'autres Antoine Vitez (Electre a vingt ans), Philippe Caubère (L'amour d'Ariane), l'un des premiers comédiens du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine, Roland Bertin (Jouer Jourdain)...

Mardi 27 mai

20 h 35. A2 — Mardi Cinéma : La guerre des boutons d'Yves Robert. Une comédie tendre et enlevée dont les héros sont une bande de gosses.

20 h 35. FR3 — Film policier : **La Femme en ciment,** de Gordon Douglas, avec Franck Sinatra et Raquel Welch.

20 h 40. TF1 — Téléfilm d'après une nouvelle de Guy de Maupassant, réalisé par Claude Santelli : **Histoire d'une fille de ferme.** Avec Dominique Labourier et Victor Lanoux.

22 h 10. TF1 — Quatrième épisode de la série d'Hubert Knapp **Les enfants de la République.** Intitulé **Femmes des Vallées de la soie et du charbon,** l'épisode présente la vie des femmes dans la vallée d'Anduze, dans les Cévennes, avant 1914.

Mercredi 28 mai

20 h 35. TF1 — Léon Blum à l'échelle humaine, téléfilm de Jacques Rutman et Pierre Bourgeade qui en trois heures retrace la vie du leader socialiste. Fiction et documents se mêlent pour brosser un portrait favorable de Léon Blum...

20 h 35. A2 — Téléfilm policier : **Les louves,** d'après le roman de Boileau et Narcéjac. Les mésaventures qui attendent celui qui prend la place de son copain (tué accidentellement) dans la famille d'une correspondante de guerre.

22 h 50. FR3 — Cinéma sans visa : Agit, de Yilmaz Güney. La vie de contrebandiers dans les montagnes d'Anatolie par l'auteur de **Yol,** mort en 1984. Le film sera suivi d'un portrait de Yilmaz Güney à 0 h 10.

Jeudi 29 mai

20 h 30. TF1 — Infovision, magazine d'Alain Denvers. Après l'accident de Tchernobyl, l'émission est entièrement consacrée au nucléaire.

20 h 35. A2 — L'empire du Grec, film de J. Lee Thompson, avec Anthony Quinn et Jacqueline Bisset. Transposition des aventures luxueuses de Onassis, Jackie Kennedy, Maria Callas...

20 h 35. FR3 — Drame où se mêle le fantastique et le réel : **Un soir, un train,** d'André Delvaux, avec Anouk Aimée et Yves Montand.

22 h 30. FR3 — Théâtre : **Savannah Bay** de Marguerite Duras, interprétée par Madeleine Renaud et Bulle Ogier.

Vendredi 30 mai

20 h 30. TF1 — Le jeu de la vérité avec **Alice Sapritch.**

21 h 30. A2 — L'émission littéraire de Bernard Pivot, **Apostrophes,** réunit sur le thème **La terre et l'eau** divers écrivains.

21 h 35. FR3 — Taxi, magazine d'information réalisé depuis un taxi circulant dans les rues parisiennes. En particulier, un reportage sur le retour d'un exilé haïtien dans son pays.

23 h 00. A2 — Ciné-Club : Cinéma d'aujourd'hui, avec un film de Jacques Rivette : **Le Pont du Nord.** Rêve et poésie pour un conte fantastique interprété par Bulle et Pascale Ogier.

MOTS CROISÉS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	G	A	R	A	G	I	S	T	E	S
II	I	■	■	G	O	L	D	E	N	■
III	R	I	S	I	B	L	E	■	U	T
IV	A	M	E	R	E	■	C	E	M	■
V	F	A	N	■	R	U	E	■	E	R
VI	E	N	E	■	G	B	■	D	R	U
VII	S	■	G	U	E	U	L	E	E	S
VIII	■	P	A	R	R	■	I	L	E	S
IX	U	I	L	■	A	R	R	O	S	E
X	U	S	■	O	S	E	E	S	■	S

Voici la solution de notre dernier problème. Faute de place, nous ne pouvons cette semaine proposer à nos lecteurs une nouvelle grille. Nous les prions de bien vouloir nous en excuser et de patienter jusqu'à la semaine prochaine...

TERRORISME ET INSÉCURITÉ

DES PRÉTEXTES POUR RENFORCER L'ARBITRAIRE POLICIER

Ce sont cinq projets de loi sur la lutte contre le terrorisme, la délinquance, l'application des peines, les contrôles d'identité et la situation des étrangers en France que le gouvernement vient d'annoncer.

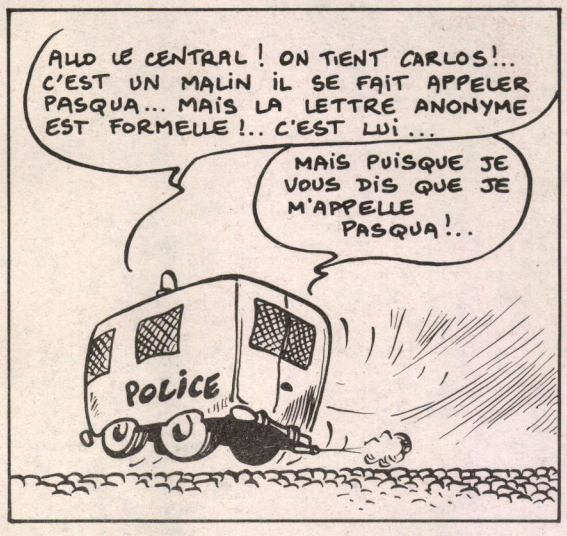
Parmi ces mesures un certain nombre sont visiblement destinées à satisfaire l'électorat de droite le plus réactionnaire, tous ceux qui prétendaient qu'avec Badinter la justice était devenue trop clémente, la prison trop confortable. Il s'agit notamment de l'institution d'une "période de sûreté", c'est-à-dire d'un nombre minimum d'années de prison en-dessous duquel un condamné ne pourra se voir accorder de réduction de peines (trente ans minimum pour les personnes condamnées à la perpétuité), d'une limitation des remises de peine et des autorisations de sortie pour les prisonniers.

Quant à Pandraud, le ministre délégué à la Sécurité, il a annoncé spectaculairement qu'il allait augmenter les dessous de table versés par la police à ses indicateurs. C'est que pour le ministre tout fout le camp : *"les bordels ont disparus"*, s'est-il plaint, *"les maris trompent leur femme avec son accord, les maris cocus le sont parfois sous leurs yeux, et les homosexuels sont fiers de l'être"*. Alors évidemment dans une France si pervertie, comment la police peut-elle mettre un fil à la patte à un truand pour en faire un indicateur gratuit se demande le ministre. Quant à l'efficacité de l'augmentation des primes pour délation, c'est une autre affaire. Pour avoir institué depuis 1977 un système de "récompense" la police d'Allemagne fédérale s'est trouvée submergée de tonnes d'informations difficilement exploitables... et peu fiables.

Mais pour Pasqua et Pandraud, les ministres de l'Intérieur et de la Sécurité, et pour leur collègue Chalandon, garde des Sceaux, la lutte contre le terrorisme n'est qu'un prétexte. Un prétexte pour se doter d'une nouvelle législation qui, sans vraiment innover sur les pratiques courantes de la police (tout comme le paiement des indicateurs n'a rien d'une nouveauté), les légalise, les généralise et ouvre encore un plus large champ à l'arbitraire policier.

D'abord dans le cadre des affaires considérées comme relevant du terrorisme, la garde à vue des suspects pourrait durer quatre jours au lieu de deux. La police aurait la possibilité de perquisitionner au domicile des gens en leur absence. Et la définition du "terrorisme" est assez vague, allant de l'utilisation d'explosif à la simple détention d'arme, de la prise d'otages à la simple séquestration, pour permettre à la police d'inclure dans cette catégorie un peu tous ceux qu'elle veut. Y compris un jour, les ouvriers séquestrant leur patron ?

Et au nom de la lutte contre le terrorisme international ce sont en particulier les étrangers vivant en France qui pourraient être menacés. Le projet de loi menace d'expulsion immédiate les étrangers qui *"constituent une menace pour l'ordre public en France"* ou *"qui se livrent à partir de ce territoire à des agissements préjudiciables à la politique extérieure de la France"*. Voilà qui ouvre la porte à l'expulsion des réfugiés politiques dès lors que les intérêts de la *"politique extérieure de la France"* commanderont de rendre ce service à un dictateur ami. De même d'ailleurs la mesure prévoyant la dissolution des organisations et associations étrangères qui *"organisent à partir de la France des actions de déstabilisation à l'encontre de pays étrangers"*, vise bien évidemment en premier lieu les opposants réfugiés politiques en France. D'autant qu'on connaît par expérience à quoi peuvent ensuite servir des



lois sur la dissolution d'associations : la loi de janvier 1936, en principe destinée à dissoudre les milices fascistes, a servi par exemple, en particulier en mai 1968, pour dissoudre les organisations d'extrême-gauche.

Au nom de la lutte contre l'insécurité, on va multiplier les contrôles de police dans la rue. Et désormais plus aucune restriction ne limite le droit de la police à faire des contrôles d'identité, puisque ces contrôles pourront être effectués *"à titre préventif"*. Et gare à celui qui refuserait de décliner son identité : il sera passible d'une amende entre 500 et 1 500 F, et d'une peine de prison allant de dix jours à trois mois. Et les étrangers eux seront obligés de présenter, outre une pièce d'identité, aussi leur titre de séjour.

A vrai dire dans les quartiers populaires, il y a déjà beau temps que la police ne se gênait pas : les jeunes, les pauvres, les immigrés n'ont jamais eu le loisir de refuser un contrôle policier. Même lorsque celui-ci était illégal.

Et la police n'a eu besoin d'aucun prétexte, d'aucune loi nouvelle, pour aller encercler, il y a dix jours, des quartiers immigrés à Marseille ou à Toulouse, d'y perquisitionner, d'y faire une véritable rafle. Les gouvernements qui se sont succédé, se sont rarement gênés pour expulser voire même pour livrer aux geôles de leur pays d'origine, des opposants politiques réfugiés en France, dès lors que cela servait les intérêts diplomatiques de la France. Et quand la police outrepassait ses droits, elle était systématiquement couverte.

Alors que changeront les nouvelles lois, lorsqu'elles seront adoptées ? Peut-être pas grand-chose dans l'immédiat puisqu'elles légalisent en partie des pratiques déjà courantes. N'empêche qu'en renforçant son appareil policier, en donnant un plus large champ à son arbitraire, le gouvernement tient à donner à la police les moyens de pouvoir frapper où elle veut, quand elle veut. Le terrorisme, l'insécurité lui serviront de prétexte.

LES RG SUR LA BRÈCHE ?

Les Renseignements généraux parisiens ont récemment été réorganisés, ainsi qu'en faisait état *Le Monde* du 7 mai.

Cette vieille institution de la police française destinée à *"l'information du gouvernement"*, tient à jour toutes sortes de fichiers concernant hommes politiques, syndicalistes, journalistes, etc. Les renseignements sont obtenus ouvertement ou... moins ouvertement. C'est ainsi que le nouveau directeur central des RG, Philippe Massoni, par ailleurs directeur du cabinet de Robert Pandraud, était, au lendemain des événements de mai 1968, chargé des "missions spéciales", c'est-à-dire, paraît-il, des renseignements obtenus par sonorisation d'appartement, visites nocturnes avec effraction, détournement de courrier...

Bref, les RG disposent des renseignements qui permettent au gouvernement (ou aux policiers...) de passer à l'action quand ils le veulent. Nous sommes en démocratie, mais en démocratie surveillée !

Les RG parisiens disposent d'un effectif de 700 policiers. L'ancien organigramme comportait douze sections : partis de gauche — de droite — syndicats — milieux patronaux — presse — étrangers — courses et jeux — enquêtes générales (les élections essentiellement) — archives et documentation — protection des personnalités étrangères — rédaction de synthèses — lutte contre le terrorisme interne. Une treizième structure, le Groupe d'Etudes et de Recherches avait à charge les "missions délicates et urgentes"...

Ce sont essentiellement les deux premières sections qui ont été remaniées. La première se voit désormais chargée de tous les partis ayant une représentation parlementaire aujourd'hui, vis-à-vis desquels les RG affirment qu'ils pratiqueront du renseignement *"ouvert"* et se comporteront comme des *"journalistes politiques"*. Cette section s'occupera donc aussi, et de la même manière, du Front National, même si demain il n'était plus représenté au Parlement, affirme-t-on.

La deuxième section sera chargée des organisations dites *"marginales"*, présentées par certains flics des RG comme *"pré-terroristes"*. C'est la concrétisation au sein des RG de la théorie de Pandraud sur le "terrorisme", et qui inclut, comme il l'avait déclaré dans *Le Figaro* le 26 avril, *"ces milieux de l'ultra-gauche composés de militants ou d'anciens militants qui peuvent à l'occasion faciliter, même de façon en apparence bénigne, les entreprises terroristes"*. Vis-à-vis de ces partis qualifiés de "marginaux", pas de renseignements "ouverts", mais la panoplie classique des flics : infiltrations policières, et toutes les techniques "spéciales" décrites plus haut.

Parmi les 700 policiers que comptent les RG parisiens, combien cette deuxième section en comportera-t-elle ? Combien de policiers mettra-t-on pour chaque militant ? Ce n'est pas dit, mais il aurait été intéressant de le savoir !

En tout cas, un des policiers interrogé par *Le Monde* expliquait : *"Les organisations écologistes ou Lutte Ouvrière seront plus surveillées que le Front National"*. Au moins, c'est clair !

J.F.

LUTTE DE CLASSE

n° 122 - mai 1986

Un épisode significatif dans les relations entre Lutte Ouvrière et le Secrétariat Unifié

En annexe :

Correspondance LO-SU 1985-1986

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995